



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale



Le 17 Décembre à 20 h. 30

Assistez à la réunion organisée par le Comité
pour la préparation d'un congrès
des Entreprises
au Palais des Fêtes
199, rue St-Martin (Métro : Etienne-Marcel)

La trahison se poursuit : après les métallos, les fonctionnaires..

Assez de capitulations!

Travailleurs, dirigez vous-mêmes votre lutte

Rassemblez-vous dans un congrès des entreprises

Au poteau les vrais chefs du complot ! Armement du prolétariat ! Milices ouvrières !

On observe déjà que la presse et le gouvernement agissent comme si l'opinion était rassasiée du complot et on s'apprête à lui donner autre chose en pâture pour distraire son attention. Ce procédé, on ne peut mieux, dans l'argumentation de la presse pro-fasciste.

Tandis que l'« Humanité » continue dans le genre « journalisme policier », au « Populaire », on prend un petit ton supérieur pour sous-entendre : n'est-ce pas un malin, notre Dormoy ; il a d'abord fait démolir La Rocque, qui ne marchait pas, par les Pozzo di Borgo et autres, et maintenant que La Rocque est knock-out, il met les autres en cage. Inutile de nier que l'opération de police et de fonds secrets n'est pas trop mal combinée. Mais ce n'est pas par des moyens policiers que le fascisme sera vaincu. Pour le fascisme de France, ce qui lui subit comme épreuve aujourd'hui, nous devons, en ennemis implacables, comprendre qu'il ne manquera pas de s'en servir pour se mieux réorganiser. Le fascisme est une nécessité pour le capitalisme à l'époque actuelle ; ce dernier ne s'arrêtera pas devant les difficultés actuelles.

Il s'arrêtera d'autant moins que, de puis longtemps, La Rocque était orienté par lui comme une sorte d'organisation forte destinée à faire contrepoids à la droite des radicaux, pour détacher ceux-ci des socialistes et des communistes, pour tenter de leur donner une base corporative. La Rocque indique à mots à peine voilés que sa politique a été dictée par Pétain qui lui disait : pas de coup de force, ayez les masses. Il y a plus d'un an, nous avions donné des informations dans « La Commune » au sujet de la politique « rad.-soc. » de La Rocque, en même temps que nous signalions le trafic d'armes des durs.

Il s'arrêtera d'autant moins également que le gouvernement de Front populaire fait tout pour réduire au minimum le complot et ne pas frapper les vrais coupables. Le complot était réel et probablement était considéré comme préventif eu égard à l'usure du Front populaire dans les masses travailleuses.

Qui était à la tête ? Nous avons dit la semaine dernière que sa base de combat était dans l'armée ; l'avenue n'a-t-il pas été cette déclaration annonçant que le complot avait une structure calquée sur celle de l'armée ? Il est question du maréchal Franchet d'Espèrey et de plusieurs généraux inaccessibles au « soufflé républicain ».

Ce complot, qui le menait ? Est-il vrai que parmi les dirigeants se trouvait le grand maître du Comité des Forges, de Wendel ? Est-il vrai que, parmi eux se trouvait aussi Tardieu, qui est vite retourné dans sa villa sur la Côte, à une dizaine de minutes de la frontière italienne ?

Pourquoi le gouvernement ne frappe-t-il pas les vrais ? Pourquoi l'« Humanité » oublie-t-elle de poser des questions concernant les officiers comploteurs ? Est-ce parce qu'il ne faut pas que les soldats de 2^e classe songent à désobéir à ces officiers pour rester fidèles à leur classe ?

Les travailleurs exigent la lumière la plus complète. L'exemple de Franco en Espagne est suffisamment éloquent pour qu'on n'ait pas besoin de montrer le danger. Il faut tout connaître du complot et il faut châtier impitoyable-

ment les ennemis des travailleurs. Au poteau, les chefs du complot ! Au poteau, ceux qui s'organisent pour assassiner les travailleurs ! Quelques mois de prison, quelques condamnations pour détention d'armes, quelques mutations d'officiers seraient non seulement ridicules, ce serait une véritable provocation à l'égard des travailleurs.

Mais du gouvernement de Front populaire il ne faut pas espérer de mesures énergiques. La démocratie bourgeoise n'a plus la force de triompher, elle se défendra mal.

Nous sommes poursuivis entre autres pour avoir, il y a plusieurs mois, dit aux ouvriers, après un attentat de bandes de Doriot : armez-vous, formez vos milices ouvrières. Il s'agissait alors de quelques coups de revolvers. Après les découvertes récentes — qui ne forment qu'une partie des armements dissimulés — nous n'avons nullement l'intention d'atténuer notre action. POUR L'ARMEMENT DU PROLETARIAT ! POUR LES MILICES OUVRIÈRES ! Inévitablement, la lutte se portera sur ce terrain. La guerre civile est inéluctable. Qui ne veut pas être vaincu doit s'y préparer. Travailleur, arme-toi ! Forme tes milices !

« La Commune » à 0 fr. 75 Malgré cela il faut encore nous aider

A partir de ce numéro, « La Commune » qui aura deux ans d'existence dans quelques jours, coûtera 0 fr. 75. Cette décision n'a pas été prise, nos amis peuvent le croire, sans hésitations, sans discussions et sans que toutes les solutions possibles pour l'avenir aient été envisagées.

Les hausses successives des prix d'impression et des frais d'administration réduits au strict minimum (expédition, correspondance) aboutissent à un prix de revient supérieur à 0 fr. 50 l'exemplaire. Le bouillonnement a été réduit presque à zéro ; mais il faut des exemplaires pour prospecter de nouveaux abonnés. Il faut un minimum de matériel de publicité pour permettre la diffusion dans de nouvelles localités.

Nous sommes certains qu'aucun camarade ne nous reprochera cette décision. Nous n'avons reçu cette semaine dans notre courrier aucune plainte à ce sujet. Nous sommes au contraire persuadés que chacun fera un effort pour augmenter la diffusion de « La Commune ». Ajoutons que d'ici peu, toute la presse suivra ce même chemin qui correspond à la montée générale du prix des marchandises. Dans le régime capitaliste, la presse ouvrière ne peut pas plus échapper aux conséquences de celui-ci que l'ouvrier dans son existence de chaque jour.

Mais l'augmentation ne suffira pas pour le journal. D'ailleurs nous ne pourrions nous satisfaire même de la stabilité : IL NOUS FAUT PROGRESSER.

Jusqu'au 1^{er} janvier, l'administration a décidé de maintenir les abonnements et réabonnements à l'ancien tarif (3 mois : 6 fr. ; 6 mois : 10 francs ; un an : 20 francs). Le bénéfice par rapport à l'achat au numéro est appréciable ; d'autre part, on sait que l'abonnement est ce qu'il y a de plus intéressant pour tout journal.

Et il nous faut encore et encore des SOUSCRIPTIONS. Cette semaine, des camarades ont fait circuler des listes dans leurs ateliers et ont été bien accueillis ; nous sommes certains que ce qui a été fait dans quelques cas peut aujourd'hui être effectué dans d'assez nombreuses entreprises.



Au moment où paraissait notre précédent numéro, le gouvernement obtenait le vote quasi-unanime de la Chambre au sujet des amonnes accordées aux fonctionnaires. C'était prévisible, ainsi que la capitulation du cartel des services publics et de la Fédération des Fonctionnaires.

Qui pouvait s'attendre à la bataille, puisque rien n'avait été préparé à cet effet ? Et puisque, au contraire, tout

avait été préparé pour freiner les fonctionnaires. Toutes les grèves torpillées depuis des mois, le récent mouvement brisé des métallos et du bâtiment, les directions syndicales et des partis du Front populaire avaient supprimé aux fonctionnaires les perspectives d'une large lutte, où ils étaient susceptibles de triompher.

Ainsi, momentanément, la bourgeoisie a gagné quelques semaines. Avec quelque nouvelle histoire de « cagoulards », les bourgeois peuvent espérer ainsi passer sans trouble les semaines de « réveil ».

Pendant que la classe ouvrière se trouve désorientée — observons cependant que le nombre des grèves reste encore très important — le budget va être voté, faisant peser de lourdes charges sur les travailleurs. Et, après un voyage à Londres, Delbos va faire un « tour d'amitié » où moyennant monnaie sonnante et trébuchante, il va chercher à conserver quelques alliés pour la prochaine dernière guerre.

Quelques semaines de répit pour les bourgeois. Mais quelques semaines seulement. Après les « fêtes », les prolétaires se retrouveront avec la même menace de guerre, avec les organisations fascistes toujours là, et avec le même salaire insuffisant, alors que les transports vont augmenter et, par suite, que le prix de la vie va encore faire un bond en hauteur.

Le désarroi des ouvriers ne sera que d'un moment. La colère revêtira, plus forte, plus violente, plus consciente aussi. La lutte de classes s'exacerbera. Les travailleurs commencent à comprendre le rôle de trahison des chefs ; la comédie jouée à l'occasion des traitements des fonctionnaires a ouvert les yeux à beaucoup, plus particulièrement sur le complot des stalinien en qui beaucoup avaient des illusions : ils se sont dégonflés autant et plus que les autres, ils ont cédé au Parlement sous les rires de la droite et de Chautemps, ils ont cédé dans le Cartel des Services publics et aux directions syndicales qu'ils occupaient.



A bas les traîtres ! Ce cri s'amplifiera dans les rangs ouvriers. Mais cela ne suffit pas pour ne plus être dupés et pour mener une lutte victorieuse à l'avenir.

Le Parti Communiste Internationaliste l'a répété depuis des semaines inlassablement : il faut lutter pour le contrôle ouvrier, il faut mener la lutte par des Conseils d'entreprise dont la création est urgente. Ces dernières semaines, nous avons vu nos mots d'ordre avoir une audience plus grande. A Argenteuil, des centaines de chômeurs ont, sur l'initiative du P.C.I., manifesté contre la municipalité. A la Mutualité, plusieurs centaines de militants ont constitué un comité pour la préparation d'un congrès des entreprises. Nous faisons appel à tous pour soutenir cette action qui peut et qui doit grouper tous ceux qui se revendiquent de l'avant-garde ouvrière. La classe ouvrière a besoin de s'exprimer librement, nous ne nous en avons la vérification incontestable ; c'est par ce moyen qu'elle pourra se dégager de l'emprise des dirigeants traîtres. Un moyen encore faible, encore insuffisant, vient d'être créé ; son existence même constitue un progrès ; il faut poursuivre l'action engagée, la développer, la fortifier.

La classe ouvrière réveillée par le coup de force du 6 février 1934, se dégage lentement de la cage réformiste et staliniste, mais elle commence à le faire. Il faut frapper d'autant plus fort pour qu'elle parvienne à se dégager complètement. C'est la victoire de la révolution qui en dépend.



Les problèmes de construction de la IV^e Internationale

Après les exclusions de Zeller et Corvin du P.O.I. et des J.S.R.

FRED ZELLER et Mathias Corvin sont exclus du P.O.I. et des J.S.R. Ils étaient, l'un et l'autre les principaux fondateurs et animateurs des J.S.R. ; il y a plus d'une année, au cours d'une conférence internationale fractionnelle (la minorité du Comité central n'ayant même pas été tenue au courant de la convocation de cette conférence !), Zeller avait même été nommé membre du Conseil général du Centre pour la IV^e Internationale.

Les motifs de l'exclusion de Zeller-Corvin sont, « étant donné leur gravité », tenus secrets ; le Comité central du P.O.I. fournit une lettre des exclus approuvant leur exclusion. Le lecteur est, de ce fait, tenté de considérer comme justes les motifs d'exclusion approuvés par ceux-là mêmes qui les subissent. Les exclus auraient exigé le silence sur les faits contre l'approbation de leur exclusion.

Nous voyons, quant à nous, dans cette diplomatie secrète, quelque chose de nauséabond et un grand danger.

Il ne semble pas, à première vue, qu'il y ait un avantage quelconque à cacher la nature des fautes commises par Zeller et Corvin, puisqu'on peut déduire d'une note du Comité central du P.O.I. qu'ils se seraient abouchés avec des ennemis de classe dans le but de réaliser des opérations. L'ennemi de classe le sait ; donc, il ne peut y avoir qu'avantage à ce que les membres du P.O.I., des J.S.R. et des autres organisations révolutionnaires le sachent également afin de déjouer les manœuvres de l'ennemi de classe et de ses agents. Les faits sont graves ; Plus ils sont graves, plus vite il faut ouvrir l'abcès, plus promptement il faut mouiller la poudre de nos ennemis communs.

(Suite page 2.)

D'une semaine à l'autre

LES CRISES ECONOMIQUES ET POLITIQUES SE MULTIPLIENT PENDANT QUE SE PREPARE UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE

AUX Etats-Unis, sérieux désarroi devant les menaces d'une nouvelle crise (krach sur krach à la Bourse, baisse de 50 % des matières premières, etc.) ; les dernières statistiques annoncent 9 millions de chômeurs (un sixième des ouvriers). La lutte entre Roosevelt et certains couches capitalistes s'accroît. L'impérialisme américain hésite sur la voie à suivre aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (isolement ou intervention dans les affaires européennes).

En U.R.S.S., les prochaines élections assureront la mainmise sur le pays d'un nouvel appareil dont le but semble être la préparation à la guerre.

Devant la bourrasque menaçante, l'impérialisme anglais cherche des refuges — et joue de plus en plus son jeu — (appui à Franco, essai d'entente avec Hitler, Mussolini, etc.). L'attitude expectative de son grand rival : l'impérialisme américain, oblige Londres à chercher en Europe des points d'appui solides, mais qui choisir ? Les avis sont partagés... Il est probable que la Cité cherchera à louverier et à ne rien casser avec personne.

Staline et Jouhaux préparent, pendant ce temps, l'unité syndicale internationale. Dans leur esprit, cette unité devra être utilisée à la défense des impérialismes démocratiques et faire pression sur les gouvernements (particulièrement sur le gouvernement anglais par les Trade-Unions) pour renforcer l'axe Moscou - Prague - Paris - Londres — très peu solide.

En Espagne, il semble que les tentatives de « compromis » faites n'aient pas abouti. Franco met la main à ses derniers préparatifs militaires. Il n'est pas exclu que le premier succès de Franco soit cependant « l'événement » permettant de renouer des conversations, peut-être déjà très avancées. — Franco pourra jouer alors « la générosité » et Négrin « la nécessité ». En attendant, les masses républicaines sont déçues de tout et souffrent cruellement de la faim et du froid. Le départ de quelques camions ne doit pas donner le change. La révolution a bien été trahie en Espagne par les démocrates et Staline, chacun à leur manière (de la « non-intervention » à l'assassinat des révolutionnaires).

EN FRANCE, LE FRONT POPULAIRE FAIT DE SON MIEUX POUR SAUVER LE REGIME.

Le gouvernement de Front populaire continue d'être un outil de choix du capital pour l'aider à traverser ses difficultés actuelles. Vive l'arbitrage obligatoire, loyalement appliqué, écrit le « Temps », journal de Cagouillard de Wendel. De tous les côtés capitalistes, ce ne sont que discours et bruyants concerts de louanges à Chautemps, Bonnet... et même à Blum... L'attitude du Parti communiste français, qui a complètement capitulé dans la question des fonctionnaires et mêlé ses voix à la droite, marquera un nouveau recul de son influence. Les chefs sociaux-démocrates, qui tremblaient pour leurs places devant le développement de l'influence stalinienne respirent mieux et partout passent à l'offensive. La C.A.P. socialiste, Pivert inclus, (à l'exception seulement du stalinien Zyromski), vient de renvoyer à plus tard « l'unité organique », prenant prétexte de manœuvres stalinienne et d'un article de Dimitroff.

De-ci, de-là, des chefs dressent leurs troupes les uns contre les autres pendant que Thorez, Ducloux, Blum, Dormoy, etc., organisent par en haut, tous ensemble, la « pause » et « l'union sacrée ».

La justice de l'Etat bourgeois : le Conseil d'Etat, vient de se prononcer contre la décision du gouvernement qui avait « cassé » Doriot comme Maire de Saint-Denis. C'est dans « l'ordre ». Mais pourquoi faire confiance à cette même justice pour l'affaire des Cagouillards ?

Ce n'est pas le gouvernement Chautemps qui (pas plus que le gouvernement Blum...) accomplira les nettoyage nécessaires dans l'armée, la police, la justice. Tous ces appareils de classe sont pourris de fascisme et soutiennent les uns les autres. La force révolutionnaire des masses pourra seule établir, par la dictature du prolétariat, sa justice, sa police, son armée rouge.

La défense contre le fascisme ne peut passer que par l'action directe du prolétariat organisé dans ses Conseils, ses milices. Tout le reste n'est que trompe-l'œil. Flanlin, reprenant les paroles de Thorez, a dit : s'unir ou périr !

Face à la crise, face aux Cagouillards, face à la Guerre, nous disons : « Abattez le régime ou périr ! »

Abonne-toi
Fais des Abonnés
Jusqu'au 1^{er} Janvier,
l'abonnement reste à l'ancien tarif.

(Suite de la page 1)

Dans une communication concernant les cas Zeller et Corvin, le Comité central du P.O.I. après toute une série d'affirmations sur ce qu'est la démocratie prolétarienne, sur le danger de provocations pour les organisations révolutionnaires, reconnaît que le P.O.I. n'est pas la seule organisation révolutionnaire et expose les causes de l'exclusion précédente de L. : « était en relations avec des organisations fascistes (citation textuelle). La conclusion de cette circulaire est un chef-d'œuvre : « La seule voie pour renforcer l'action révolutionnaire passe par les organismes responsables du Parti ».

Zeller, Corvin, Lamotte, Lebrun n'étaient-ils pas membres de ces organismes « responsables » ? Clair, dont nous ne mélangions pas le cas aux autres, n'était-il pas du B.P. du P.O.I. ? Pero-Gottlieb n'était-il pas, en juin 1936, membre du Bureau politique des J.S.R. ? Des organismes « responsables », on ne les bâtit pas ainsi qu'il fut fait. Ceux qui restent du premier Comité Central du P.O.I. n'ont obtenu une majorité que par des manœuvres, durant la courte phase d'unification, que grâce au concours de Zeller, etc.

Comme Trotsky nous l'a appris, ce sont les plus louches qui accusent le plus haut, ce furent ceux-là qui portaient les plus infectes accusations, avec le même sens du scrupule et de la moralité prolétarienne. Ainsi, Zeller parlait d'un « dossier » sur notre groupe...

La méthode de « gagner du temps » en bousculant l'organisation par une information mensongère, en créant une atmosphère empoisonnée, le P.O.I. l'a employée. Vous avez empoisonné les sources auxquelles vous devez maintenant vous-même boire. Vous commencez seulement à payer vos succès de communiqués, vos compagnons de route, transformés en luteurs « qui joueront leur rôle dans la prochaine révolution française » (article sur Zeller dans un organe anglais paru sous le contrôle du Centre pour la IV^e Internationale).

On ne forme pas un jeune révolutionnaire avec « la brosse à reluire », en en faisant le complice des luttes les plus sordides. De la sorte on développe seulement le cynisme dont une forte dose était déjà dans le bagage emporté de la social-démocratie.

Nous vous avions prévenus : le régime d'organisation et voyez dans l'exclusion de nous-mêmes histoires et par d'autres qui ne le sont pas moins, quoi que vous ayez probablement décidé de les tenir en réserve, avec votre méthode d'origine bien connue qui consiste à avoir comme gages de fidélité des histoires fausses, au risque d'en bâtir s'il n'en existe pas...

Nous vous avions prévenus, ce n'est pas ainsi que l'on pose les bases d'une organisation prolétarienne devant remonter le courant bonheur et puant du stalinisme. Pour les ouvriers révolutionnaires qui comprennent la trahison stalinienne, vos méthodes constituent un obstacle à leur regroupement. Vous chantez les louanges de votre régime d'organisation et voyez dans l'exclusion de Zeller une preuve nouvelle ?... Singulière myopie. Le chirurgien, à dit intervenu, nous posons qu'il l'ait fait judicieusement, mais le corps était bien malade et le coup de bistouri ne saurait nous faire oublier la maladie.

De nombreux militants se sont étonnés, il y a plus d'un an, de notre décision de ne pas accepter l'unification dans des conditions qui étaient une défiguration de la démocratie prolétarienne.

La crise permanente du P.O.I. leur démontre combien ont été gagnées une lutte de tendance dans ce régime d'organisation où la provocation rôtie aux échelons les plus responsables. Nous avons sérieusement mûri toutes nos décisions, observé bien des mensonges cyniques, des informations fausses et infectes, faits à l'époque à L. Trotsky. Nous avons enregistré, compris et écrit qu'il y avait dans tout cela la main de l'ennemi de la classe ; puis nous avons rompu. Ceux qui n'ont pas encore compris, d'autres « crises » leur feront comprendre qu'on ne bâtit pas un Parti révolutionnaire avec une mystique unitaire, mais avec des méthodes d'organisation compatibles.

Londres, dans les pourparlers entre ministres français et anglais, il a été question de la revendication allemande concernant des colonies.

On sait que le traité de Versailles avait confisqué les colonies allemandes et répartit celles-ci, par l'intermédiaire de la S.D.N., entre la France, l'Angleterre, la Belgique, le Japon, etc. L'argument inclus dans les clauses de Versailles était que, par les traitements odieux infligés aux populations indigènes, les Allemands étaient indignes de coloniser des territoires africains ou asiatiques ; L'Angleterre n'avait jamais massacré d'Indous, la France ne devait plus mitrailler les Syriens.

Les peuples opprimés des colonies se soulèvent chaque fois qu'ils sentent leurs oppresseurs affaiblis. Fidèles à l'enseignement légaliste, nous sommes entièrement à leurs côtés. Dans la lutte que mènent à l'heure actuelle les peuples de l'Afrique du Nord contre l'impérialisme français, au moment où celui-ci concentre sa puissance et charge un de ses personnages comme Sarraut, dont les mains sont dégouttantes du sang des travailleurs indochinois, de mener la répression la plus impitoyable contre ces peuples de l'Afrique du Nord, nous soutiendrons ceux-ci contre l'impérialisme français ; dans la mesure de nos forces, nous les aiderons à se délivrer du joug de la France capitaliste.

En Algérie, les arrestations se sont multipliées. En Tunisie, la grève générale a marqué la résistance à l'impérialisme. Mais c'est au Maroc que la lutte a été la plus aigre et la répression la plus féroce.

La situation décrite par un soldat en garnison à Casablanca.

D'une caserne de Casablanca nous recevons la lettre suivante, qui montre comment l'impérialisme cherchait à dresser les exploités de la métropole et sous l'uniforme contre les opprimés des colonies.

Au 64^e R.A.A. : les artilleurs ont manifesté à cause du repas de l'Armistice qui était insuffisant.

Les faits sont obstinés. En prenant comme prétexte et en posant de façon mensongère le problème des ressources matérielles d'une organisation prolétarienne dans la période présente, la direction du P.O.I. a brisé l'unité des B.-L. ; mais dans les propres rangs du P.O.I. ceux-là même qui bâtit la toute une machination pour se débarrasser d'un contrôle effectif, trafiquaient avec des ennemis de classe...

Ceux qui, tels Boitel, Bardin et d'autres, ont perdu bien des années avant de se prétendre communistes, n'avaient pas de temps à perdre pour discuter. Misérable calcul qui aboutit à l'impasse actuelle !

Zeller expliqua : « tous les moyens sont bons », écrit en protestant le C.C. du P.O.I. ; mais n'était-ce pas votre slogan de direction dans toute la lutte contre le P.C.I. ?

Relisez la collection de la « L. O. » et vous pourrez vous convaincre que la direction du P.O.I., Zeller inclus, a été jusqu'à la délation par aveuglement fractionnel.

Nous réservons à ces questions « trop de place », nous écrit un camarade de province. « Redoublez d'efforts et laissez le P.O.I. nous réserver encore quelques belles surprises ». Nous ne partageons pas l'avis de ce camarade. Nous avons en raison dans la définition du mal, mais il faut que la dure expérience que font nos camarades du P.O.I. contribue à rapprocher les éléments sains de leur organisation avec le P.C.I., afin que toute cette dure période serve de leçon.

Il faut discuter les questions qui nous divisent, et durant cette discussion, créer un lien de fraternité entre les deux organisations afin d'être plus forts dans la lutte contre l'ennemi de classe et ses agents.

Pour cela, la démocratie prolétarienne dans nos rapports d'information, information à tous les échelons, la chasse aux mensonges dans nos rangs. Ainsi le front unique de nos forces permettra la liquidation des provocations et créera les conditions d'une unité désirable qui permettra un large développement des forces pour la IV^e Internationale en France ?

Des camarades nous écrivent qu'ils quittent le P.O.I. pour rejoindre nos rangs, ils prétendent que c'est, actuellement « la meilleure façon de convaincre la direction du P.O.I. et du Centre pour la IV^e de la nécessité d'un front unique des deux organisations », d'autres militants, quoique tenus des semaines à l'écart, parce qu'unitaires, entendent continuer la lutte dans le P.O.I. L'une comme l'autre voie, plus ou moins efficace, sont des voies couronnées de succès qui font du découragement. La crise des partisans de la IV^e Internationale en France va se résoudre progressivement, il faut garder courage et redoubler d'efforts.

Jeu de Blum à Pivert, on préfère les coups de couteau du capital français aux coups de trique de Staline. Aussitôt, l'article de Dimitroff a soulevé le tollé chez ces messieurs de la C.A.P. et ils ont décidé de suspendre tous pourparlers en vue de l'unification. La réunion a été votée à l'unanimité moins la voix de Zyromski qui se montre plus soucieuse stalinienne que jamais.



La Révolution triomphante libère la femme de l'esclavage où la maintenait la société capitaliste. En même temps qu'elle s'efforce d'assurer les possibilités d'existence de tous, la Révolution reconnaît le droit à l'avortement, que la plupart des législations bourgeoises répriment féroce-ment.

Les manœuvres des zouaves sont étonnantes. L'année dernière, deux sont morts que l'on faisait marcher et manœuvrer, et qui étaient atteints de la dysenterie. Malgré leurs plaintes, ils n'étaient pas reconnus à la visite !...

Au sujet des indigènes, c'est scandaleux, ils crèvent de faim. Des bandes dépenaillées de ces jeunes indigènes de 6 à 10 ans s'introduisent dans le camp, il n'y a aucune clôture, donc aucune restriction, ils pénètrent dans le camp et ramassent les eaux grises, les restes de nourriture que l'on n'a pas l'initiative de leur distribuer. Ces malheureux se nourrissent de ces détritus. Ils sont chassés et, le plus souvent, roués de coups, par des chasseurs, des artilleurs. Si l'on critique ceux-ci de leur lâcheté, ils répondent que ces indigènes sont des chapardeurs et des voleurs. Ces malheureux crèvent, pas de vêtements ; comme logement, la « belle étoile » où les hidons-villes.

Comment ne pas devenir voleurs si on les laisse dans le plus complet dénuement ? Comment s'étonner de leurs révoltes ? Ils sont littéralement lynchés lorsqu'ils sont pris dans le camp. Cela nous soulève de rage et d'indignation. Certains sergents encouragent cela, ainsi que des adjudants, sous prétexte qu'ils ont combattu autrefois les chleus, berbères ou autres. Maintenant ils assassinent innocents indigènes qui crèvent de faim.

Pas d'écoles, les « Bidon-villes » représentent la zone de Paris en dix fois plus misérable et cent fois plus répété. On les nourrit de promesses ou de coups. Pas d'hygiène, pas de dispensaires. Quant aux femmes, aux gamines, il y en a au quartier réservé, appelé le Bousbir, qui ont à peine 12 ans, arrêtées bien souvent sur la voie publique pour mendicité. Elles se trouvent obligées de se prostituer dans ce quartier réservé, d'où elles ne peuvent pas sortir, et qui est « l'attraction » des touristes.

Nogués les tient, ces malheureux, sous la crainte. Au premier geste, il les fera assassiner par les troupes. Encore à Meknes, on a poussé jusqu'à leur couper l'eau. Pour le moment, nous sommes consignés. Nous tâcherons de vous envoyer bientôt plus de détails. Salut révolutionnaire. Casablanca, 66^e B.C.C.

La randonnée impérialiste. On a parlé de la randonnée impériale aérienne partielle d'Estres. Au Maroc, 40 appareils des plus modernes ont survolé le territoire. Quelques-uns y restent. L'impérialisme français, comme l'écrit notre correspondant, laisse des millions d'êtres humains dans la misère, dans l'ordure, sans école, sans dispensaire, mais il a tenu à leur montrer ses appareils les plus perfectionnés. Quelle sollicitude. « Le Petit Marocain » du 12 novembre la manifeste en ces termes :

« En cours de route, pour permettre aux populations marocaines de voir d'aussi près que possible les évolutions des appareils, les plus puissants de nos forces aériennes, pour leur permettre de se rendre compte des possibilités des ailes militaires françaises, les escadres survolèrent, à basse altitude, toutes les agglomérations importantes qu'elles rencontreront au cours de leur voyage au-dessus de l'Afrique. »

La Gestapo assassine ceux que Staline appelle « les agents de la Gestapo »

En septembre 1937, la Gestapo a arrêté à Berlin le camarade Karl Ernst, militant qui, en 1933, passa du P.C. à la IV^e Internationale.

Le jour même de son arrestation, le camarade Karl Ernst fut tué. Cet assassinat a soulevé de l'émotion parmi les travailleurs berlinois.

Nous apprenons qu'un procès doit se tenir bientôt, à Berlin également, contre 15 camarades trotskystes arrêtés par la Gestapo.

La presse du Guépéou continuera à les dénoncer comme « agents de la Gestapo ».



La querelle des crabes stalinien et socialistes

Renvoyez-les dos à dos et bâtissez votre parti de classe

NOUS avons relevé, voici quelques semaines, le « En vol » assez à l'adresse par la C.A.P. du parti socialiste communiste qui étaient très explicites : obligation de repousser les budgets de guerre, pas de collaboration parlementaire ou gouvernementale, travail illégal, travail dans l'armée, soutien des révoltes coloniales, dénonciation du pacifisme de la S.D.N., etc. Toutes ces conditions, les socialistes, compromis dans l'union sacrée, le chauvinisme, le ministériarisme, ne pouvaient les accepter ; ils veulent bien discuter un jour, mais ils veulent bien discuter un jour avec les stalinien qui pieinent les principes adoptés à l'égard de la S.D.N., sont pour une armée forte, conservant précieusement les colonies, etc. Cette scission salutaire de Tours constituait une des pages les plus importantes et les plus progressives de l'enseignement concret par la scission de Tours.

Mais ces messieurs s'engueulent pour ne pas faire l'unité aujourd'hui ou plutôt pour qu'elle se fasse dans les meilleures conditions pour celle des cliques à qui ils appartiennent. Aujourd'hui, ils dressent ouvriers des ouvriers contre ouvriers des amicales, les excitent les uns contre les autres. Et pendant ce temps, l'attention des ouvriers ne se porte pas sur les causes des échecs qui viennent de la part des ouvriers ; pendant que ceux-ci se débattent entre eux, ils ne posent pas de condition à leurs dirigeants sur leur attitude envers les métallos, le bâtiment, les fonctionnaires, etc.

Les ouvriers révolutionnaires ne seront pas les dupes de ces tritons qui se disent des demi-vérités. Ce n'est pas l'unité de ces grands qui renforcera la classe ouvrière. Pour que celle-ci soit forte, il faut l'unifier sur un programme d'avant-garde renverrant dos à dos ceux qui les trompent depuis des années et bâtiront leur parti de classe, la IV^e Internationale et ses sections.

L. TROTSKY

BOLCHEVISME ET STALINISME

Les « tares » politiques du bolchevisme sont elles la source du stalinisme

Nous donnons ci-dessous un extrait de l'étude de L. Trotsky « Bolchevisme et Stalinisme ».

Nous invitons nos camarades à lire son dernier livre, « Les crimes de Staline », que nous pouvons leur procurer, dans lequel se trouvent magistralement démontées les machinations de Moscou. Trotsky vient d'adresser une lettre à toutes les organisations ouvrières pour une offensive générale contre le stalinisme. Le P.C.I. n'a jamais cessé de combattre violemment le stalinisme et s'associera à toute action dans ce sens.

Le prolétariat ne peut prendre le pouvoir que par son avant-garde. En elle-même, la nécessité du pouvoir d'Etat provient du niveau culturel insuffisant des masses et de leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire, organisée en parti, se trouve cristallisée l'aspiration des masses à parvenir à leur libération. Sans la confiance de la classe en l'avant-garde, sans le soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de conquête du pouvoir. En ce sens, la révolution et la dictature du prolétariat sont l'œuvre de toute la classe, mais seulement sous la direction de l'avant-garde. Les Soviets ne sont que la forme organisée du lien entre l'avant-garde et la classe. Un contenu révolutionnaire ne peut être donné à cette forme que par le parti. Ceci est prouvé par l'expérience positive de la Révolution d'Octobre et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, et finalement l'Espagne). Personne n'a montré par la pratique ni essayé d'expliquer nettement sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Le fait en soi que ce parti subordonne politiquement les Soviets à ses chefs n'abolit pas plus le système soviétique que la domination de la majorité conservatrice abolit le système parlementaire.

Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découle d'aucune « théorie » du bolchevisme, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et dévasté, entouré d'ennemis de tous côtés. Pour les bolcheviks, il fut clair dès le début que cette mesure, complétée plus tard par l'interdiction des tendances à l'intérieur du parti dirigeant renfermait un danger considérable. Cependant, les germes du danger ne résidaient ni dans la doctrine ni dans la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de sa situation intérieure et internationale. Si la révolution avait triomphé rien qu'en Allemagne, la nécessité d'interdire les autres partis soviétiques fut tombée immédiatement d'elle-même. Il est absolument indiscutable que la domination d'un seul parti a servi de point de départ jusqu'à ce système totalitaire du stalinisme.

Mais les raisons de ce développement ne résident ni dans le bolchevisme ni dans l'interdiction des autres partis, — mesure temporaire de guerre — mais dans les défaites nombreuses du prolétariat en Europe et en Asie. Ceci s'applique aussi à la lutte contre l'anarchisme. Dans la période héroïque de la révolution, les bolcheviks luttèrent côte à côte avec les anarchistes révolutionnaires authentiques. Beaucoup de ceux-ci rejoignirent les rangs du parti. L'auteur de ces lignes discuta plus d'une fois avec Lénine sur la possibilité de donner aux anarchistes certains territoires où, avec le consentement de la population locale, ils pourraient réaliser leur expérience en l'absence d'Etat. Mais la guerre civile, le blocus, et la faim, ne laissèrent aucune place pour de tels projets. L'insurrection de Kronstadt ? Le gouvernement révolutionnaire ne pouvait cependant naturellement pas « faire cadeau » aux marins insurgés de la forteresse qui protégeait la capitale, uniquement parce qu'à la rébellion des paysans-soldats réactionnaires s'étaient joints quelques anarchistes douteux. Une analyse historique concrète des événements ne laisse pas la moindre place aux légendes, bâties sur l'ignorance et le sentimentalisme, concernant Kronstadt, Makino et d'autres épisodes de la Révolution.

Il ne reste qu'un fait : les bolcheviks, dès le début, ont employé non seulement la persuasion, mais aussi la contrainte, souvent à un degré très brutal. Il est également indiscutable que, plus tard, la bureaucratie qui s'est développée de la révolution a monopolisé pour son propre intérêt le système de la contrainte. Chacune des étapes du développement, même des étapes comprenant des catastrophes, telles que la révolution et la contre-révolution, découle de l'étape précédente, à ses racines dans celle-ci et s'empare de quelques-unes de ses caractéristiques. Les libéraux, y compris les Webbs, ont toujours affirmé que la dictature bolchevik n'était qu'une nouvelle version du tzarisme. Ils fermaient les yeux à des « détails » tels que l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise des terres aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athée, etc. De même, la pensée libéral-anarchiste ferme les yeux devant le fait que la Révolution bolchevik, avec toutes ses répressions, a signifié une élévation des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, tandis que la montée stalinienne thermidorienne poursuit la transformation de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est évident que, dans l'identification du stalinisme avec le bolchevisme, on ne trouve pas trace d'un critère socialiste.



La bureaucratie soviétique triomphante a besoin de chair à canon et interdit l'avortement. Un collaborateur du Commissariat à l'Agriculture a été condamné de ce fait à quatre années de prison. Les « Ivestia » dénoncent ce jugement comme trop moquerie. La législation stalinienne dégrade au-dessous des législations capitalistes.

(1) Un des représentants marquants de ce type de penseurs est B. Souvarine, l'auteur français d'un livre sur Staline. La partie documentaire de l'œuvre de Souvarine est le produit d'une recherche longue et consciencieuse. Mais la philosophie historique de l'auteur est choquante par sa vulgarité. Pour expliquer tous les échecs historiques ultérieurs, il a recours aux fautes internes du bolchevisme. Les conditions réelles du processus historique sur le bolchevisme ont pour lui une influence inexistante. Même Taine, avec sa théorie du « milieu », est plus près de Marx que Souvarine.

une occasion unique soit d'exercer une

“Nous exécutons les ordres du Front Populaire” La “Civilisation française” au Maroc

La répression

Des centaines de nationalistes marocains ont été expédiés dans le Sud pour effectuer des travaux forcés sur les pistes. Mais cette répression vint encore après une autre exécution féroce. Ce qu'on a été les événements de Fez, nous pouvons en donner un récit certain au-dessous de la vérité, en publiant le compte rendu suivant extrait d'un journal front populaire d'Algérie.

Dans « l'Oran républicain » du 12 novembre, nous lisons :

« Les mesures draconiennes prises tout dernièrement pour juguler le mouvement nationaliste marocain ont vraiment dépassé la mesure et ne présentent aucune espèce de justification. La presse coloniale se félicite complaisamment étendue sur le détail des arrestations aux portes des mosquées, en particulier à la sortie de la grande mosquée d'El Karawiyin dont toutes les issues furent fermées, sauf une, gardée par la force publique et à peu près

La randonnée impérialiste

On a parlé de la randonnée impériale aérienne partielle d'Estres. Au Maroc, 40 appareils des plus modernes ont survolé le territoire. Quelques-uns y restent. L'impérialisme français, comme l'écrit notre correspondant, laisse des millions d'êtres humains dans la misère, dans l'ordure, sans école, sans dispensaire, mais il a tenu à leur montrer ses appareils les plus perfectionnés. Quelle sollicitude. « Le Petit Marocain » du 12 novembre la manifeste en ces termes :

« En cours de route, pour permettre aux populations marocaines de voir d'aussi près que possible les évolutions des appareils, les plus puissants de nos forces aériennes, pour leur permettre de se rendre compte des possibilités des ailes militaires françaises, les escadres survolèrent, à basse altitude, toutes les agglomérations importantes qu'elles rencontreront au cours de leur voyage au-dessus de l'Afrique. »

La randonnée impérialiste n'a pas seulement permis de vérifier les appareils et le personnel, elle a servi à inspirer la crainte aux populations marocaines où l'indignation était puissante à la suite de la répression féroce qui frappe les nationalistes révoltés de Fez.

La responsabilité des crimes commis au Maroc, c'est l'impérialisme français qui la porte et par suite, ceux qui aujourd'hui sont au gouvernement et ceux qui le soutiennent.

A Tours, par les vingt-et-une conditions, le Parti communiste avait pris l'engagement de soutenir les révoltes des peuples coloniaux. Aujourd'hui il les trahit aussi bien que les exploités de la Métropole. C'est la IV^e Internationale qui reprend la lutte antimérialiste. L'impérialisme français sera écrasé par l'action commune des exploités de France et des exploités de l'Afrique du Nord et de tout « l'Empire » français.

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ?

Il y avait là pour maints fonctionnaires : pachas, caïds, contrôleurs, commissaires, vengeance personnelle, soit de soutenir d'énormes « bakchiches » aux riches marchands, aux gros propriétaires qu'on inculquait dans ce but. Ajoutez à cela que nombre de personnes honorables condamnées à la prison ou expulsées devaient cela à des gros colons ou à des sociétés immobilières insatiables qui convoitaient leurs terres : il serait facile pendant l'absence des victimes de s'emparer de leurs propriétés : la convoitise venait en aide à la politique.

Fez vient de vivre des heures vraiment tragiques ; la nuit, dans la plus complète obscurité — la lumière avait été coupée — les avions russiens les terrassèrent, les ennemis des bédouins qui dominaient la ville étaient à blanc pour semer la terreur dans le cœur d'une population inoffensive.

Ce journal Front populaire déplore, réprouve même ces mesures. Mais, d'autres. « Nous exécutons les ordres du gouvernement de Front populaire », ces paroles ne sont-elles pas les mêmes que celles du soldat

Nogués, affirmant que tous les partis de France étaient derrière lui. Et puis cette indignation parce que la répression « a dépassé la mesure », frapper des « personnes honorables », c'est-à-dire ayant pignon sur rue.

La responsabilité des crimes commis au Maroc, c'est l'impérialisme français qui la porte et par suite, ceux qui aujourd'hui sont au gouvernement et ceux qui le soutiennent. A Tours, par les vingt-et-une conditions, le Parti communiste avait pris l'engagement de soutenir les révoltes des peuples coloniaux. Aujourd'hui il les trahit aussi bien que les exploités de la Métropole. C'est la IV^e Internationale qui reprend la lutte antimérialiste. L'impérialisme français sera écrasé par l'action commune des exploités de France et des exploités de l'Afrique du Nord et de tout « l'Empire » français.

LISEZ, DIFFUSEZ :

P. FRANK FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ?

LA GREVE GENERALE DE JUIN 1936



Ce journal Front populaire déplore, réprouve même ces mesures. Mais, d'autres. « Nous exécutons les ordres du gouvernement de Front populaire », ces paroles ne sont-elles pas les mêmes que celles du soldat

Comment les dirigeants du syndicat des métaux de la R. P. trompent et trahissent les ouvriers

Après la grève générale d'une heure des ouvriers métallurgistes de la Région parisienne, les dirigeants syndicaux ont annoncé le succès de ce mouvement ; sa répercussion pour l'avenir devait être le recul du Patronat quant à l'application des sanctions décidées par le syndicat patronal.

Voici plus de trois semaines que ce mouvement a eu lieu ; et aujourd'hui encore on apprend que des lock-out ont été déclenchés par un nombre important de patrons, malgré le camouflage pratiqué par la direction syndicale qui les fait passer par petits paquets dans des organes syndicaux tels que « La Vie Ouvrière ». C'est chez Renault où trois délégués ouvriers et neuf responsables syndicaux sont licenciés ; c'est, dans le 12^e, le 19^e arrondissements, à Levallois, à Saint-Ouen, etc. ; c'est un peu partout que les sanctions ont été appliquées, sans qu'aucun moment la direction syndicale n'indique le nombre ainsi que le chiffre des renvois, et à plus forte raison les moyens décidés et arrêtés pour exiger du patronat la réintégration de ces camarades.

La direction syndicale, qui ne donne aucun compte rendu des réunions de la C.E., du Comité Central ou des assemblées, mais simplement un petit communiqué sur la tenue de l'assemblée, voulant ainsi éviter que la base connaisse les petites opérations de coulisserie et les déclarations des camarades ne partageant pas les mêmes opinions que les dirigeants, ils se refusent, d'autre part, à assister à des réunions de base, quand il y a des camarades dans ces mêmes conditions, préférant employer des injures ou des calomnies, préférant tendre la main aux membres des syndicats professionnels ou les protéger contre la colère ouvrière pendant qu'ils faisaient les jaunes, comme ce fut le cas pendant la grève d'une heure chez Renault. « La Vie Ouvrière » qui mentionne glorieusement ce fait ajoute qu'après la grève, les membres du S.P.F. allèrent serrer au main au service d'ordre syndical (staliniens dans ce cas) qui les protégea.

La grève du 10 novembre et son résultat ont permis à un certain nombre de camarades d'ouvrir les yeux et de comprendre comment les dirigeants savent y faire pour trahir une grève ; ces mêmes chefs, connaissant le mécontentement qui se développe dans les usines où un grand nombre d'ouvriers refusent de payer leurs cotisations syndicales et de prendre leurs cartes 1938. La direction arrêtant son refus à toute explication, préférant travailler dans la coulisserie ou dans les antichambres ministérielles. Qu'importent les licenciements, les lock-out, les mises à pied. Ils se retranchent derrière l'arbitrage obligatoire et attendent patiemment le résultat de l'enquête sur la production ; arrière les méthodes d'action, contentons-nous

de la collaboration de classes, tel est aujourd'hui la position prise par ceux qui se disent et se revendiquent d'être à la tête de la classe ouvrière pour la conduire à son émancipation, et à la destruction du régime capitaliste.

Les travailleurs comprennent aujourd'hui que la collaboration avec la bourgeoisie et à un Gouvernement Front Populaire bourgeois, les conduit directement au fascisme et à la guerre ; la lutte contre les 200 familles, la suppression du Sénat, la dissolution des ligues fascistes a fait place à la vie chère, à la condamnation des occupations d'usines, à la condamnation des militants et à leur emprisonnement.

On a refusé le rajustement des salaires des fonctionnaires, mais les députés n'ont pas attendu de savoir si les crédits étaient suffisants pour s'octroyer dits crédits suffisants pour s'octroyer.

Devant ces trahisons, devant le refus de l'application d'une véritable démocratie ouvrière, devant les dangers des attaques patronales et des ligues fascistes, les ouvriers veulent réagir. Notre conférence du 19 novembre en a été une manifestation. Leur volonté s'est exprimée et déjà une nouvelle conférence est en préparation qui, s'appuyant sur le résultat de la première, entraînera de nouveaux camarades vers l'action, seul moyen pour redonner au mouvement ouvrier les possibilités de lutter pour ses revendications, de s'opposer à la guerre et de détruire le fascisme dont nos dirigeants se font les pourvoyeurs.

La répression à la suite de la grève d'une heure dissimulée par les organisations

Les principaux cas de licenciement sont motivés pour entrave à la liberté du travail et tenue d'un meeting dans l'usine.

Parmi les licenciés, on trouve plusieurs secrétaires de section syndicale : Sagem, Sonora T.S.F. ; Gardy, Abitvac, à Nanterre ; Bronze Avia, à Courbevoie, également des délégués ouvriers, soit titulaires ou suppléants. Trois usines ont été lock-outées : la B.B.T., 95 ouvriers ; Petitjean, 60 ouvriers ; Flammeck, à Aubervilliers, 92 ouvriers.

Des renvois d'ouvriers : Fermiers Réunis, 10 ouvriers, etc., à la suite de ce mouvement.

Une réunion eut lieu le lundi 15 novembre, au 94, rue d'Angoulême, en présence de Douy et Timbaud. Toutes les usines touchées étaient représentées.

Un comité de lock-out fut créé. Une délégation s'est rendue, le mardi 16 novembre, à la présidence du Conseil pour demander une entrevue à Chautemps.

L'entrevue avec Chautemps eut lieu le mercredi 17 novembre, à 9 heures. Il devait se mettre en rapport avec le syndicat patronal.

Vendredi 19 novembre, réunion à nouveau de tous les licenciés, au 94, rue d'Angoulême. Environ 250 à 300 personnes. Aucune directive de donnée. On nous engage à chercher nos salaires et argent ; 3 fr. par jour pour chaque chômeur.

Il paraît que le bureau syndical est allé de nouveau à la Présidence du Conseil. Rien n'a paru dans la presse, aucun communiqué sur l'étendue des représailles ni sur l'action des délégués syndicaux.

LE COIN DU PROLO

Fonctionnaires, contre la trahison du front populaire créons les soviets

TEXTE DU TRACT DU P.C.I. AUX FONCTIONNAIRES

L'expérience du Front Populaire se poursuit. Depuis dix-huit mois les fonctionnaires attendent des améliorations à leurs conditions de travail et d'existence. Les 40 heures ne sont pas appliquées dans certaines administrations ; mais le fait prédominant c'est l'insuffisance des traitements en face de la hausse continue du coût de la vie.

À la fin du mois de septembre dernier, le Cartel des Services publics a demandé une indemnité de vie chère minimum de 150 fr. par mois à dater du 1^{er} octobre.

Cette somme était déjà nettement insuffisante, à l'époque, par rapport à l'augmentation du prix des denrées. Actuellement, ce chiffre est devenu parfaitement ridicule.

Cependant, le Gouvernement, par l'organe de Georges Bonnet, prétendit ne pouvoir accorder à chaque travailleur de l'Etat qu'une indemnité de 100 francs par mois, à partir du 15 novembre seulement.

Après plusieurs semaines de discussions et la tenue d'importants meetings, la Chambre des Députés vient d'accorder, à dater du 1^{er} octobre :

- a) 100 francs aux titulaires, plus 10 % de l'indemnité de résidence ; soit 118 francs ;
- b) 90 francs aux auxiliaires, plus 10 % de l'indemnité de résidence, soit 108 francs ;
- c) 60 francs aux retraités.

En résumé, depuis juin 1936, les fonctionnaires obtiennent, en moyenne, une majoration de leurs traitements de 20 à 25 %, alors que le coût de la vie dans le même laps de temps a augmenté de 40 à 50 %.

Dès l'avènement du premier gouvernement de Front Populaire, nous avons dénoncé la duplicité d'une semblable coalition. Aujourd'hui la faillite de la coalition s'étale largement à vos yeux.

Le Parti socialiste n'a joué qu'un rôle de conciliation, fidèle à sa tradition de collaboration de classes. Prisonnier entre les contradictions de la situation présente, il est tiraillé par la classe ouvrière d'une part et la bourgeoisie d'autre part.

Le Parti communiste, parti des « grandes manœuvres », tout d'abord, a déclaré soutenir la revendication du Cartel des Services publics contre le projet gouvernemental. A la suite des tractations il s'est abstenu à l'ultime réunion de la Commission des Finances. Enfin, à la Chambre, il a voté pour le projet du Gouvernement.

En 48 heures, il a changé trois fois de position ; ce qui n'empêche pas Cogniot d'écrire avec impudence, dans « l'Humanité » du 26 novembre : « Il est évident, à l'heure actuelle, que si les différentes formations de la majorité parlementaire avaient adopté dès le début de cette discussion la même attitude de fermeté et de soutien des justes revendications du Cartel que les Communistes, ces revendications auraient pu connaître une satisfaction plus complète ».

Il n'est pas possible de se moquer plus cyniquement des travailleurs.

Quant au Cartel des Services publics, le 6 octobre, au Vel d'Hiv', il avait déclaré

« que si une réponse favorable du gouvernement n'était pas donnée à la date du 20 octobre, dernier délai, l'envisagerait d'autres moyens d'action ».

Durant deux mois, il a constamment affirmé qu'il n'accepterait pas moins de 150 francs, mais il accepta de discuter tous les projets transactionnels, il ne maintint donc plus son intransigeance.

Pour sauver la face et ne pas paraître trahir les travailleurs, il « dégageait entièrement sa responsabilité ». Et, dans un nouveau communiqué du 20 : « Le Cartel déclare au coût de la vie des traitements et pensions des agents des Services publics et concède et proclame sa résolution de poursuivre inlassablement, dans les mois à venir, cette revalorisation équitale ».

Ainsi, après avoir tout d'abord proclamé son intransigeance sur les 150 francs, puis indiqué qu'il utiliserait d'autres moyens d'action (la grève générale), il n'en est plus resté que de deux mois, et il parle des mois à venir.

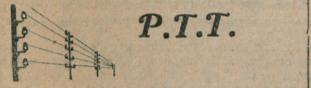
Eh bien, non ! Les travailleurs de l'Etat ne peuvent plus attendre.

Le Gouvernement les trahit. Tous les Partis du Front Populaire les trahissent.

Tous les travailleurs doivent comprendre la nécessité d'entreprendre la lutte en créant un organisme débordant le cadre des organisations ouvrières de trahison, où ils décideront et agiront librement : le Soviet.

Le vendredi 19 novembre, 500 ouvriers de différentes corporations, réunis à la Mutualité, ont clamé leur mécontentement et leur dégoût de la politique du Rassemblement Populaire. Ils ont créé un « Comité d'initiative » pour la préparation d'un Congrès des Entreprises ». Tous les fonctionnaires sont appelés à rejoindre ce mouvement pour préparer un nouveau juin 1936.

Assistez au meeting organisé par ce Comité le 17 décembre.



Nous avons reçu, avec prière d'insérer, l'ordre du jour suivant, voté à l'assemblée générale du personnel ambulant des Postes de la ligne P.-L.-M.

Le personnel ambulant de tout grade de la ligne P.-L.-M., réuni le 4 novembre, constate la hausse du coût de la vie, s'indigne de l'attitude du Gouvernement qui ose proposer aux fonctionnaires l'augmentation dérisoire de 50 francs à 100 francs par mois, alors qu'il trouve des milliards et des milliards pour accélérer chaque jour la course aux armements. Il constate que les fonctionnaires recueillent aujourd'hui le fruit amer d'une politique de calme, de dignité.

Dans ce P.T.T., comprenez que cette abdication, cette trahison est celle de tous les dirigeants du Front populaire, qui se déboulent en militants syndicaux, communistes ou socialistes, pour tirer leur épingle du jeu.

LES JEUNES

marades pensent depuis longtemps qu'une unité de la jeunesse balayerait les divergences qui ont produit la scission en France, en liquidant en même temps la vieille garde B.-L., qui est la cause unique à leur avis. Nous sommes résolument hostiles à un tel courant. Il est la conséquence de l'ignorance dans laquelle on a tenu les J.S.R. de la nature réelle des luttes de tendance B.-L. en France et de la crise internationale.

Combien de J.S.R. ont appris à connaître les circonstances de la naissance de l'opposition B.-L. en France et dans la III^e Internationale en général ? Combien savent ce qu'a été « La Vérité », quel rôle ont joué des camarades comme Frank, Molinier, Meche, Naville, Gérard ; ce qu'a été le passage dans l'opposition de Rosmer, Paz, Treint, etc. ? et ce que l'on a appelé la « Paix de Pringle », ce qui a été le véritable point de départ du mouvement de divergence sur les tournants du Parti Communiste, sur la politique syndicale, etc. ?

Penser que liquider la « vieille garde » par l'unification des jeunes, c'est entre autres erreurs, croire que les causes de la scission ne tiennent qu'à la nature des hommes qui composent cette « vieille garde ». On connaît ainsi les arguments sérieux des questions personnelles pour se boucher les yeux et les oreilles devant les voyantes et criantes luttes politiques qui se sont de tout temps déroulées dans les rangs de l'Opposition.

L'unité des jeunes bolcheviks-léninistes ne pourra jamais se bâtir sur l'exclusion des « vieux » oppositionalistes, mais au contraire, elle se réalisera dans l'unification totale des forces adultes et jeunes pour la IV^e Internationale. Unification que nous pouvons précipiter dans la mesure où nous posons sérieusement et avec force le problème de l'unité de la jeunesse B.-L.

Le Front révolutionnaire est donc souffrant. Ici on a peur du noyautage, là on se méfie des autres, ailleurs on réclame l'unité avant le Front unique... et on laisse glisser la mobilisation des jeunes crânes pour la guerre impérialiste.

Il faut nous mettre en branle le plus rapidement possible. Chaque heure perdue nous rend coupables devant toute la jeunesse prolétarienne.

Pas de bavardages à la J.A.C. sur le militarisme et la guerre, pas de dérobade à la J.S.A. et à la J.S.R. : Front Révolutionnaire contre les 2 ans, le militarisme et la guerre ! Nous élaborons des propositions d'action concrètes que nous communiquerons prochainement aux diverses organisations oppositionalistes de jeunes, et que nous rendrons publiques.

Le problème de l'unité se pose pour la J.S.R. et la J.C.I. ? Mais pas seulement pour nos deux organisations ! Il se pose pour le cent pour le marxisme et pour la nouvelle jeunesse révolutionnaire et déclare travailler à son édification.

Nous proposons, parallèlement au Front unique, l'action, la création d'un Comité pour la Nouvelle Jeunesse Révolutionnaire composé de délégués de la J.S.A., de la J.S.R. et de la J.C.I. Etudions de nos organisations. Préparons des assemblées d'information communes sur cette question, ouvertes aux autres jeunes travailleurs, inorganisés ou organisés, comme ceux de la J.A.C. ou progressifs se manifestant depuis les événements d'Espagne.

C'est ainsi que nous nous achèverons vers la fusion, qui donnera naissance à la Nouvelle Jeunesse Révolutionnaire, continutrice de l'héroïque tradition de la J.C.U. du Maroc et de la Ruhr.

Déplorable que, dès les premiers effets de la dévaluation, les syndicats de fonctionnaires ne se soient associés dans l'action du mouvement revendicatif par lequel la classe ouvrière a pu arracher quelques avantages momentanés au patronat.

Exige la cessation immédiate des concessions et des abdications poursuivies jusqu'à ce jour, exige le retour à une politique de lutte de classe.

Fait remarquer l'insuffisance manifeste de la revendication des 150 francs, quand des camarades ne touchent pas encore 1.000 francs par mois pour nourrir leurs enfants et leur femme.

Reclame instamment la mise au point d'un projet de rajustement des traitements comportant un système d'indemnités mobiles variant avec le coût de la vie.

Demande la suppression pure et simple des prélèvements de 7,5 % pour les agents mariés et 17,5 % pour les célibataires, et revendique une augmentation sur-le-champ de 36 % à 40 % de l'indemnité de voyage actuellement perçue.

Demande pour les camarades dont le service va à l'étranger, la revalorisation de l'indemnité dite de « perte au change » et la revalorisation et l'unification de l'indemnité de nuit du personnel postal.

Constata qu'en novembre 1937, les quarante heures ne sont pas encore appliquées dans nos services, quand les travailleurs de l'industrie privée en profitent depuis plus de 18 mois.

Déclare en avoir assez d'une telle situation. Exige que si le gouvernement ne veut pas accepter nos revendications légitimes, le syndicalisme doit les faire aboutir par les moyens d'action et en particulier par la grève générale.

Demande l'insertion de cet ordre du jour dans les journaux corporatifs et politiques.

Cet ordre du jour fut voté dans une importante réunion réunissant le personnel agents et employés des Ambulants des Postes de la ligne P.-L.-M., après une intervention du camarade Galin, l'ordre du jour présenté par les responsables de la C.R.A. (agents et employés) fut rejeté. A noter que cet ordre du jour n'a pas encore été inséré dans aucun organe corporatif ou politique (dit de gauche), selon la volonté du personnel, malgré les promesses du secrétaire de la section syndicale des employés et du secrétaire de la sous-section fédérale.

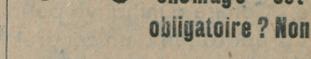
Les camarades de base jugeront une fois de plus de quelle façon on s'incline devant les volontés des syndicats. Et, après le vote de la Chambre sur les traitements, ils peuvent voir comment on tient beaucoup mieux compte des volontés du capital !

Un autre ordre du jour : La C.E. de la Section du S.G. des Employés des P.T.T., du P.L.M., réunie le 26 novembre, indignée de l'abdication du Cartel des S.P., demande à la Fédération Postale de protester contre cet abus de confiance et d'engager l'action immédiate de jeunes, les militants l'ayant promis au cours de nombreuses réunions et des derniers Conseils nationaux.

Cet ordre du jour a été adopté par 11 voix contre 8 et une abstention.

Travailleurs des P.T.T., comprenez que cette abdication, cette trahison est celle de tous les dirigeants du Front populaire, qui se déboulent en militants syndicaux, communistes ou socialistes, pour tirer leur épingle du jeu.

Dans le taxi le chômage est-il obligatoire ? Non !



À l'Assemblée des cadres du lundi 15 novembre, les leaders staliniens ont déclaré qu'après tout le chômage était aussi normal dans notre corporation que parmi les copains du bâtiment. Cela n'est pas vrai ! Oui, le régime capitaliste n'est pas organisé pour assurer du travail aux hommes, mais des bénéfices aux exploiters. Mais justement il appartient aux militants qui se présentent « tels » de se dresser et de dresser les ouvriers contre les conséquences de ce régime.

Et justement, l'Industrie de Taxi est une des rares où il était, où il est encore possible d'arrêter le chômage, mais pour cela il faut vouloir et comprendre.

En effet, le chômage n'existerait pas et se rait résorbé facilement si les camarades qui travaillent le camionnet et le voulaient. Car dans notre industrie le nombre des places à occuper est connu. Il n'y a donc qu'à limiter le nombre des ouvriers et à fermer jusqu'à ce moment l'entrée dans la corporation. Or, c'est avec la participation du syndicat que l'on distribue les permis spéciaux qui en autorisent l'accès !

Alors, c'est le syndicat qui, par ce geste, a amené le chômage et l'augmentera puisqu'il y aura de plus en plus de conducteurs et pas une place de plus.

Qu'est-ce qui est arrivé, c'est que déjà les chômeurs sont nombreux.

C'est que les patrons, ayant le choix, embaucheront ces nouveaux et renverront les vieux ou les indolents. C'est que, lorsque la masse des chômeurs sera suffisante, les patrons passeront à l'attaque contre les conditions actuelles de salaires.

C'est que les chômeurs, las des secours de famine, seront prêts à travailler à des conditions inférieures.

Ce sera la division dans la corporation et, fait paradoxal, ce sera les staliniens qui l'auront provoquée par leur politique syndicale fautive et leurs vœux étroitement sectaires.

En conclusion, il y a trois mesures à prendre ou à imposer aux patrons et pouvoirs publics :

- 1) Fermer la commission de délivrance de permis tant qu'il y aura des chômeurs ;
- 2) Contrôler l'embauchage et le débouchage pour imposer le réemploi en priorité des anciens des boîtes d'où ils furent vidés ;
- 3) Imposer les 5x8.

Hors là, pas de salut pour les salariés du taxi.

G.L., chômeur non inscrit.

LES LIVRES

Table listing books and their prices, including 'Le Pain, La Paix, La Liberté' and 'Les problèmes de la guerre civile'.

NOS BROCHURES

Table listing brochures and their prices, including 'Le Pain, La Paix, La Liberté' and 'A bas la répression contre-révolutionnaire'.

Où en est le Front Révolutionnaire ? Vers la création d'une nouvelle Jeunesse Révolutionnaire

MALGRE les promesses faites à notre délégué par la J.S.A., la J.A.C. et la J.S.R., nous n'avons pas encore reçu de réponse à notre lettre d'adhésion au front révolutionnaire.

Ce silence ne signifie certainement pas une volonté d'exclusion de la J.C.I. du Front Révolutionnaire. Il exprime plutôt une grave crise dans la jeunesse oppositionnelle ; toutes les formations de la jeunesse oppositionnelle sont faibles... et on a l'air quand même de vouloir se mentir l'un l'autre sur l'importance de ses succès, on craint de rassembler les faibles forces de l'opposition de peur de mesurer plus précisément la faiblesse. Les illusions dans ce domaine remplacent-elles les véritables forces qui manquent à la jeunesse oppositionnelle ? Est-ce la fuite et la méfiance réciproque qui travaillent à la construction d'une Nouvelle Jeunesse Révolutionnaire ?

La J.A.C., elle, ne veut rien savoir de contacts à la base : « C'est un comité régional que nous voulons », dit un camarade responsable. C'est là sans doute une attitude dictée par la tendance de l'I.U.A. liquidatrice des jeunes ansers « bolchevistes ». On n'a pas du tout l'air de vouloir entreprendre quelque chose de sérieux contre les deux ans et la guerre, pour un front unique de combat. C'est ce qui paraît tout au moins cacher l'argument du « noyautage trotskiste » : chaque fois que nous avons des contacts avec les trotskistes, ils cherchent à nous noyauter !

Nous savons que la J.S.R. a l'exécration habituelle de ne pouvoir envisager une lutte politique qu'à travers un fatras de tactiques manœuvrières plus ou moins grossières qu'elle prend pour de la « haute politique ». C'est du reste un bon prétexte pour certains de se dérober devant des tâches révolutionnaires en criant : « Au voleur ! »

Pourtant, jusqu'à présent, la J.S.R. n'a rien « volé » avec de pareilles méthodes. Quant à nous, nous ne sommes pas disposés à bavarder dans un Comité Central sur les méfaits du militarisme et les horreurs de la guerre. Nous voulons une mobilisation de toutes nos forces dans chaque localité où elles existent pour entreprendre une lutte effective et une agitation dans les masses de jeunes travailleurs contre les deux ans, l'union sacrée et la guerre.

C'est un front unique d'action très large qu'il nous faut, et non un organisme central déléguant.

À la J.S.A., il ne faut pas non plus prétexter des méthodes malsaines de la J.S.R. pour repousser tout front unique sur les points qui nous occupent.

On dit : « Si ces meurs d'organisation continuent, nous feront route à part ». Mais c'est avec les organisations oppositionalistes de jeunes telles qu'elles sont qu'il faut travailler. Avec leurs faiblesses, avec leurs tares. La J.S.A. n'est pas on plus sans faiblesse et sans tares. Il faudra sans doute aussi purger la nouvelle jeunesse révolutionnaire pour laquelle déclare lutter la F.A.J.S.

Mais la vraie raison de cette inaction et de cette défection, c'est la peur qu'inspire le peu de solidité de la F.A.J.S. à ces camarades.

La J.S.R. a cet avantage sur vous, J.S.A. : elle est organisée sur une plate-forme politique définie (nouveau parti, IV^e Internationale).

Craignez-vous qu'au contact des idées que représente encore la J.S.R., s'accroisse la progression de la F.A.J.S., se développe une crise de croissance politique ? Cette persistance méfiance apparaît comme un frein volontairement serré à toute progression rapide de vos camarades.

Votre marche ne doit pas s'arrêter. Après avoir condamné la social-démocratie, il faut aller plus avant : Comment bâtir le Nouveau Parti, la nouvelle Internationale ?

Vous ne résoudrez pas le problème tous seuls, sans la J.S.R. et sans nous, parce que c'est là notre tâche commune.

La J.S.R. par la voie de son dirigeant actuel, le camarade Stève, nous dit qu'il ne peut y avoir de Front unique entre elle et nous à cause de l'identité des programmes : « Ce qui faut avant tout, c'est l'unification ». Très bien ! Nous avons écrit et dit plus d'une fois que l'unification des jeunes forces B.-L. était la route par laquelle passait la construction de la nouvelle jeunesse révolutionnaire. Tant qu'il y aura en France deux partis, deux organisations de jeunesse se réclamant de la IV^e Internationale, tout développement important de nos idées sera paralysé.

Mais en quoi la nécessité de l'unification J.C.I. - J.S.R. exclut-elle toute possibilité de Front unique d'action ?

Les camarades responsables de la J.S.R. envisagent sans doute l'unification comme l'œuvre des tractations de sommets ? Nous avons l'expérience dans nos organisations de la valeur de telles « unifications » et nous ne sommes pas décidés à recommencer une petite expérience genre première unification P.O.L. - P.C.I.

C'est au contraire dans un contact fréquent de l'ensemble des membres de nos deux organisations, établi au cours d'actions communes au sein de ce front révolutionnaire, que se résoudra, à travers les leçons de nos actions, le problème de notre unification. La conscience de la nécessité de notre unité et de la manière dont elle peut se faire, ne peut être celle de quelques camarades de direction, mais seulement la ferme volonté et la claire conscience de nos organisations toutes entières.

Précisément, parce que nous voulons unifier solidement et rapidement nos forces, nous sommes avec acharnement pour le front unique d'action qui est le meilleur terrain où peut se préparer l'unité de la jeunesse bolchevik-léniniste en France.

Mais ne cachons pas à nos camarades que l'unité des jeunes B.-L. ne se résoudra pas indépendamment de celle du Parti révolutionnaire. Elle pose précisément le problème du Parti.

Nous savons qu'à la J.S.R. certains ca-

La querelle des bureaucrates "jeunes" ne vaut guère mieux que celles de leurs aînés

SUIVANT l'exemple de leurs aînés, les bureaucrates des J.S. et J.C. continuent leur bagarre. Déjà dans l'avant-dernier numéro de « la Commune » nous avions brièvement signalé le sens véritable de ces « divergences ». Il ne semble cependant pas qu'ils aient repris encore ce même sujet afin de mettre à nu la manœuvre grossière, par laquelle les bureaucrates de la J.S. veulent utiliser à leur profit l'infâme trahison de l'ex-J.C.

Dans « le Populaire » du 20 novembre, Chochoy remet ça. Il veut faire croire que la J.S. est une organisation révolutionnaire et insiste sur la dégénérescence de la J.C. Certes, il ne faut pas prendre trop au sérieux le Chochoy ; cependant il ne faut pas qu'il dépasse la mesure, qu'il prenne les jeunes ouvriers pour aussi imbéciles que lui. Dans l'article en question, il y a, en effet, des choses bien drôles — pour ne pas dire plus, — comme par exemple :

« Notre jeunesse socialiste n'a jamais manqué de réaffirmer son attachement au socialisme traditionnel, à une politique de classe et au Parti auquel elle appartient. »

On voudrait bien savoir ce qu'a fait une « politique de classe » avec le « Parti » (S.F.I.O.), ce sont deux choses bien irréconciliables, à moins que pour Chochoy « une politique de classe » consiste à collaborer avec la bourgeoisie en entrant dans son gouvernement et à exercer une répression féroce contre les travailleurs des colonies et les révolutionnaires qui ont osé le rester (sans persécution et de poursuites contre « la Commune », « la Lutte Ouvrière », etc.).

Plus loin, le bureaucrate en chef de la J.S. affirme d'autres positions non moins osées ; il se déclare contre la politique de la main tendue aux catholiques, contre les deux ans, la défense passive, « la joie et la fierté d'être soldat », et pour terminer — comme d'habitude — il parle de « rester fidèle à Karl Liebknecht ».

Quant on connaît les Chochoy et consorts, leur haine contre les jeunes révolutionnaires, les attitudes qu'ils ont prises devant les questions citées plus haut, on reste estomaqué devant de telles affirmations.

Qui donc a fait faire au cardinal Verdier un message par T.S.F. à l'occasion de l'emprunt de la Défense nationale ? Il y a de cela quelques mois ? Blum, si nous nous souvenons bien.

Et les deux ans, et la défense passive ? Qui donc qui les maintient, si ce n'est le gouvernement Blum avec l'appui unanime des députés S.F.I.O. ? La défense passive n'a pas été, non plus, décrétée par d'autres que par les camarades de Chochoy et ceux qui avaient osé, dans les rangs de la J.S., contremainifestes, ont été durement rappelés à l'ordre par ce même Chochoy.

Mais, le comble, c'est quand les amis des assassins de Liebknecht osent se revendiquer de celui-ci ; Liebknecht qui, presque seul, se dressa en 1914 contre la guerre, rompant avec la social-démocratie, votant contre les crédits militaires, disait de la II^e Internationale qu'elle était un cadavre puant. À notre connaissance, Chochoy ne s'est pas déclaré dans le même sens, au contraire, il fait partie de la dite II^e Internationale.

On a pu voir se tenir tout dernièrement une série de meetings de la J.S. « contre les deux ans et la guerre ». Il s'agit d'une offen-

sive des bureaucrates social-démocrates qui veulent utiliser la sincère volonté révolutionnaire des jeunes qui se sont égarés dans leurs rangs ; ils font une campagne à couverture révolutionnaire et antistalinienne afin de désemparer les concurrents, les bureaucrates staliniens. On ne peut pas nous suspecter d'amitiés vis-à-vis du stalinisme ; nous devons cependant mettre en garde les jeunes ouvriers contre la manœuvre des réformistes, manœuvre qui consiste à spéculer sur leur volonté révolutionnaire pour les dresser contre les staliniens qui ne sont en fait que des bureaucrates de plus en plus croissant de jeunes, afin de tirer pour eux le profit de cette opération. Les réformistes ne diffèrent point sur le fond, des staliniens, ils clament « A bas les deux ans » en appuyant ceux qui les ont maintenus, ou pour être plus précis,

en les maintenant. Il importe de bien comprendre que si les bureaucrates des J.S. et J.C. sont divisés quand il s'agit de défendre respectivement les positions qu'ils ont acquises dans le mouvement prolétarien de la jeunesse et sur le dos de celle-ci, ils sont et seront toujours unis quand il s'agit de combattre les jeunes révolutionnaires, qui veulent lutter efficacement contre la bourgeoisie.

Pas plus dans la J.S. que dans la J.C., une lutte conséquente et sérieuse ne peut être menée. Le problème, aujourd'hui, c'est de bâtir l'organisme qui mènera cette lutte intransigeante. C'est pour résoudre ce problème que nous appelons les jeunes ouvriers à rejoindre les rangs de la Jeunesse Communiste Internationaliste.

en les maintenant. Il importe de bien comprendre que si les bureaucrates des J.S. et J.C. sont divisés quand il s'agit de défendre respectivement les positions qu'ils ont acquises dans le mouvement prolétarien de la jeunesse et sur le dos de celle-ci, ils sont et seront toujours unis quand il s'agit de combattre les jeunes révolutionnaires, qui veulent lutter efficacement contre la bourgeoisie.

Pas plus dans la J.S. que dans la J.C., une lutte conséquente et sérieuse ne peut être menée. Le problème, aujourd'hui, c'est de bâtir l'organisme qui mènera cette lutte intransigeante. C'est pour résoudre ce problème que nous appelons les jeunes ouvriers à rejoindre les rangs de la Jeunesse Communiste Internationaliste.

en les maintenant. Il importe de bien comprendre que si les bureaucrates des J.S. et J.C. sont divisés quand il s'agit de défendre respectivement les positions qu'ils ont acquises dans le mouvement prolétarien de la jeunesse et sur le dos de celle-ci, ils sont et seront toujours unis quand il s'agit de combattre les jeunes révolutionnaires, qui veulent lutter efficacement contre la bourgeoisie.

Pas plus dans la J.S. que dans la J.C., une lutte conséquente et sérieuse ne peut être menée. Le problème, aujourd'hui, c'est de bâtir l'organisme qui mènera cette lutte intransigeante. C'est pour résoudre ce problème que nous appelons les jeunes ouvriers à rejoindre les rangs de la Jeunesse Communiste Internationaliste.

en les maintenant. Il importe de bien comprendre que si les bureaucrates des J.S. et J.C. sont divisés quand il s'agit de défendre respectivement les positions qu'ils ont acquises dans le mouvement prolétarien de la jeunesse et sur le dos de celle-ci, ils sont et seront toujours unis quand il s'agit de combattre les jeunes révolutionnaires, qui veulent lutter efficacement contre la bourgeoisie.

Le "Comité d'initiative pour la préparation d'un congrès des entreprises" est créé

Chaque travailleur révolutionnaire participera au travail engagé par ce Comité

A la suite de l'assemblée d'information intercorporative qui s'est tenue le 19 novembre, s'est constitué un « Comité d'initiative pour la préparation d'un Congrès des entreprises » composé de militants ouvriers et dont le but est fixé dans l'appel suivant :

Aux Travailleurs !
Après le torpillage de la lutte des Métallistes et du Bâtiment mécontents de la sentence arbitrale, les fonctionnaires viennent d'être roulés par le Gouvernement et l'unité du Parlement.

Cette opération se trouvait préparée par les trahisons antérieures des luttes des autres corporations : coiffeurs, H.C.R.B., métallistes (grève de la Simca), employés (Magasins Réunis), mineurs, cheminots.

En face de l'offensive du capital reprenant les conquêtes acquises en juin 1936 par l'occupation des entreprises, la classe ouvrière s'est trouvée impuissante parce que les directions qui se réclament d'elle n'ont pas voulu engager la bataille, pour ne pas porter atteinte à l'ordre corporatiste.

Dans cette situation, des militants de la classe ouvrière de toutes les industries ont décidé, en conclusion d'une assemblée réunie le 19 novembre à la Mutualité, de constituer un « Comité d'initiative pour la préparation d'un Congrès des entreprises ».

Quels sont les buts de ce Comité ?
1° Assurer une information entre les militants sur l'étendue de l'offensive du patronat, sur les renouveau, les lock-out, etc., sur lesquels la presse et les organisations qui se réclament de la classe ouvrière font un silence presque complet.

2° Assurer une liaison entre les militants qui, le plus souvent, s'ignorent, dispersés par les appareils bureaucratiques.

3° Permettre, par cette information et cette liaison, de se préparer pour surmonter les trahisons futures et organiser les prochaines batailles du prolétariat.

Le « Comité d'initiative pour la préparation d'un Congrès des entreprises » ne constitue pas une tendance nouvelle sur un programme plus ou moins défini ; il veut permettre la création de Conseils d'usines et la tenue d'un Congrès des entreprises où la classe ouvrière, dans laquelle s'affrontent de multiples courants, élabore elle-même son programme et ses méthodes de lutte.

Y ont place tous les travailleurs, sans distinction de tendances, organisés ou non, qui ne veulent plus être à la merci des combinaisons des directions avec la bourgeoisie et son Etat, mais qui veulent assurer le triomphe de leurs revendications par une action de classe indépendante.

Travailleurs !
Unissez vos efforts à ceux des camarades qui ont entrepris de remonter le courant.

Pour barrer la route à l'offensive du Capital, pour écraser le fascisme, pour lutter contre la guerre, avec nous, travaillez à préparer le Congrès des entreprises.

Le Comité d'initiative, dont l'adresse provisoire est F.P.R. (Comité d'initiative), 49, rue du Faubourg-Saint-Martin, à Paris, convoque une assemblée pour le vendredi 17 décembre, à la Mutualité où sera exposé comment et pourquoi il entend préparer un Congrès des entreprises.

Le Parti Communiste Internationaliste, qui avait pris l'initiative de l'assemblée en question, appuie sans réserves le travail du Comité créé et nous invitons tous nos sympathisants à lui apporter également leur concours, à diffuser ses tracts, à souscrire pour son travail.

COMITE D'INITIATIVE POUR LA PREPARATION D'UN CONGRES DES ENTREPRISES
La réunion du Comité aura lieu le samedi 4 décembre, à 20 h. 30, salle des Damed-Hémiphères.

Adresse la correspondance : F. P. R. (Comité d'initiative), 49, Faubourg-Saint-Martin, Paris-10°.

Note de la rédaction
Nous remettons à la semaine prochaine un article sur la vie du parti.
Nous informons les groupes de province qu'une lettre bimensuelle a été expédiée.

Le camarade d'Alsace qui vient de nous écrire deux fois est prié de nous faire parvenir son adresse.

CONVOCAZIONE
Groupes du 12° et du 14°. — Le mardi. Groupe de Puteaux. — Le mercredi. Groupe du 19°. — Le vendredi.
Comité Central. — Samedi 1° heure et lieu seront indiqués à chaque membre.
Vitry. — Permanence : Tous les dimanches, café Auclair, 34, rue de la Barre.
Réunion : tous les mardis, même adresse.
PERMANENCE DU P.C.I. — LYON
Tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, Café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (10°).

Le P.C.I. défend les revendications des chômeurs

Il y a, parmi tous les problèmes qui se posent devant les travailleurs, une question bien angoissante et bien épineuse à résoudre, tout au moins en régime capitaliste, c'est la plaie du chômage. Plaie hideuse entre toutes et bien caractéristique du régime pourri que nous subissons.

Alors qu'en France, dans le monde entier les produits de toutes sortes abondent et surabondent par suite d'un progrès jamais interrompu, l'on voit, face à ces montagnes de richesses, languir, trembler de froid et crever de faim, ceux-là mêmes qui ont créé ces richesses. Par contre, chacun peut constater que si ceux qui n'ont comme fortune que leurs bras subissent la dure morsure de la misère, ceux qui n'ont jamais rien produit ne produisent et ne produiront jamais rien, spéculent sur toute cette misère, s'enrichissent cyniquement des richesses créées par ceux qu'ils ont exploités et sont les maîtres du monde parce qu'ils ont de l'or.

En France, la bonne France du Front populaire, la situation du marché du travail n'est pas meilleure. Malgré tous les discours, les promesses et les statistiques mensongères du Ministère du Travail. Le nombre de chômeurs « continue à diminuer », affirment les journaux, mais pourtant, un journal de Front populaire, « L'Œuvre », avait le courage d'avouer dans un entrefilet de cinq lignes en troisième page que, dans l'espace d'une semaine, le nombre des chômeurs avait augmenté de plus de 2.000.

Ainsi la chose est claire, ni le gouvernement, ni les patrons ne peuvent et ne pourront résoudre le problème du chômage. Et pour cause...

Ne pouvant donner du travail à tous ces êtres qui en réclament, on a fait tout ce que l'on peut pour les occuper et finalement, pour montrer toute la sollicitude du gouvernement à l'égard des miséreux, on a accordé deux francs d'augmentation de l'allocation. Hélas, depuis bien longtemps, ces deux francs sont insuffisants. Devant le formidable bond qu'a fait le prix de la vie, on ne peut que s'indigner de l'abandon dans lequel on laisse les chômeurs. Partout, dans les usines, les chantiers, les banques, les assurances, dans toutes les corporations, devant cette augmentation prodigieuse du prix de la vie, les travailleurs encore occupés se concertent, demandent et imposent à leurs exploiters de nouvelles augmentations de salaires qui, bien entendu, seront dévorées par une nouvelle augmentation du prix de la vie.

Mais il reste, dans ceci, que les travailleurs encore occupés peuvent légitimement obtenir d'énormes augmentations de salaires, mais les chômeurs, eux, que peuvent-ils obtenir ? Rien, rien que des promesses. Et c'est bien la constatation qui s'impose, les chômeurs sont abandonnés à leur propre sort. Croyez-vous, Messieurs les gouvernants, et vous, les responsables de notre misère, capitalistes affamés, que les chômeurs, que vous avez exploités jusqu'à leur mort, vous les avez chassés, sont disposés à crever sans rien dire. Sachez bien que les ventres creux sauront vous faire « rendre gorge ».

Chômeurs, vous êtes les déshérités du monde du travail, ceux pour lesquels il n'y a que mépris. Sachez que, pour obtenir du travail et une vie meilleure, il faut être fort, et, pour être fort, il faut être unis, pour pouvoir imposer sa volonté au patronat et pour empêcher le prix de la vie de monter à l'argent comme religion et le coffre-fort pour moralité.

Plus de discours, nous en avons marre ! Nos gosses ont faim et les discours leur laissent le ventre vide. Il faut se préparer à lutter, dans nos Comités de chômeurs, pour que ceux-ci ne s'endorment pas sur les tâches, mais entreprennent une action décisive, résolue, pour que les Pouvoirs Publics prennent conscience, si l'on peut dire, du danger que constitue une masse de sans-travail laissée à l'abandon.

Les sans-travail ont eux aussi un programme de revendications à faire aboutir. Point n'est besoin d'y revenir en détail. Mais il y a une revendication dont les partis ouvriers

A Argenteuil des centaines de chômeurs approuvent notre programme de revendications

Devant la complète carence de la municipalité d'Argenteuil à l'égard des chômeurs, un groupe de nos camarades du P.C.I., chômeurs, avait, le 18 novembre, organisé une réunion, où ils avaient convié tous les chômeurs d'Argenteuil soucieux de défendre leur pain et celui de leurs enfants, à venir s'expliquer et se mettre d'accord sur leurs revendications et leur droit à la vie.

Plus de 600 chômeurs d'Argenteuil, lassés des vaines et illusoire promesses qu'on continue à leur débiter à jet continu depuis des années, sans jamais en réaliser aucune, avaient répondu à l'appel et c'est devant une salle pleine que nos camarades d'Argenteuil ont pu exprimer leurs pensées et dire les faits qui avaient sur le cœur depuis de nombreux mois. Notre camarade Combaud s'expliqua nettement et cita les menaces dont il avait été l'objet de la part d'une municipalité ouvrière pour ses opinions quand il réclamait des galoches pour ses gosses.

L'ex-camarade Lucas, adjoint au Maire, qui était présent dans la salle, regardait de toute sa hauteur de vulgaires chômeurs qui se permettaient d'élever la voix, d'autant plus qu'il y avait à côté de lui ce vieux camarade Payrat, de l'Union des Comités de chômeurs stalinien qui, depuis cinq ans qu'il est orateur officiel et payé des budgets de chômeurs, a pu, un suprême degré l'art de parler pour ne rien dire, mais, patatra, ce que M. Lucas n'avait pas prévu arriva, c'est que les chômeurs présents n'acceptèrent pas ces vassalardes explications données et, mieux, exigèrent des réalisations, qu'il a encas se console, le peu de vérité qu'il a tentées n'est qu'un commencement, nous ferons mieux la suite. Tant et si bien que notre camarade Molinier n'eut aucun effort

s'étaient montrés défenseurs, c'est l'assurance-chômage. Hélas, si on en a souvent parlé, on a peu agi pour qu'elle aboutisse. Et pourtant, ce serait sûrement la meilleure garantie que le chômeur. D'abord, ce serait une garantie contre le chômage, parce que si le patron serait obligé de verser pour constituer cette assurance-chômage, il regarderait à deux fois avant de licencier son personnel, tandis qu'aujourd'hui peu lui importe de créer de la misère, le bénéfice en sera sur les fonds secrets, sur les bénéfices de ces mêmes capitalistes fauteurs de misères.

Donc, nous réclamons, parmi d'autres revendications, l'assurance-chômage.

Nous avons marre des discours, des promesses !
Nous saurons exiger l'obtention de nos revendications.

Nous descendrons dans la rue, avec une trique s'il le faut.
En attendant, Messieurs les gouvernants du P.P., nous vous rendons responsables de notre misère, pour n'avoir pu imposer sur les fonds secrets, la volonté révolutionnaire de ceux qui vous ont élus.

Chômeur, on l'abandonne, réveille-toi !

Il devraient comprendre qu'il est de leur intérêt de riposter à leur patron qui contrôle leurs moyens d'existence, par le contrôle de ses moyens à lui, de sa caisse.

L'ensemble des textiles crève de faim à cause des salaires de famine.

Et partout, le mécontentement se dessine. Il faut que les ouvriers disent nettement qu'ils en ont assez et qu'ils se rangent aux côtés des travailleurs municipaux de Lille qui viennent de dire dans l'ordre du jour suivant, paru dans la presse :

« Les membres de l'Intersyndicale des entreprises municipales et des services de santé de la ville de Lille, réunis en assemblée générale, après avoir vu les exposés de leurs militants sur les résultats de l'arbitrage concernant la question des traitements, enregistrent la sentence arbitrale, qu'ils s'étaient engagés à respecter, mais « estiment que les résultats prouvent de fait que l'arbitrage est un genre de procédure « ministérielle » et personnelle, par suite de l'obligation pour un arbitre quel qu'il soit « de se prononcer dans l'esprit et le sens « voulus par le gouvernement à l'égard de « ses propres fonctionnaires ».

« Pour ces raisons, condamnant l'arbitrage « caractère général prouvé par les faits « avec les administrations auxquelles il s'applique, « Estiment n'avoir pas été suffisamment « soutenus par leur organisme fédéral, ils déclarent, en signe de protestation, de ne pas « suivre le vote d'ordre lancé par leur fédéral « néral dans tout le pays. »

Cet exemple démontre que, même chez les travailleurs municipaux pourtant modérés, la colère gronde. Leur protestation se traduit par un manque de confiance à leurs dirigeants de Paris. Bien entendu, les journaux du P.P. n'ont pas soufflé mot de cela.

Le Bureau confédéral v-t-il poser la question d'exclusion contre le syndicat de 1.700 membres, comme on a opéré pour notre camarade Binet, du Havre ?
Que les travailleurs se réveillent ! Il est grand temps. Ils ne doivent plus permettre que leurs intérêts soient remis entre les mains d'un arbitre quelconque.

Assez de recul et de capitulations, la lutte doit reprendre de partout, les travailleurs sont assez forts pour faire leurs affaires eux-mêmes.

Cachan (Seine)
S.F.I.O. et P.C.F.

Les sections socialiste et communiste ont tenu une réunion commune d'information. Au programme : « L'Unité entre les deux Partis ».

Pour confronter les thèses officielles, Deaux et Zyromski étaient désignés ; mais un contradicteur de taille s'était fait remplace par un jeune « espoir ».

Ce fut pitoyable, mais parmi les membres du P.C. des mouvements divers se manifestèrent devant la déchéance du Parti communiste ; et ce fut Zyromski, le « social-bureau » apparut rouge. Il se permit de donner la leçon révolutionnaire aux staliniens en leur apprenant que le Parti unique ne pourrait

à faire pour rétablir la vérité et montré les véritables coupables de la situation actuelle, ce que comprit si bien M. Lucas, qu'à l'instar de certains généraux, il cultiva l'art de la retraite stratégique sous les huées des chômeurs présents.

A la demande de nos camarades, demande pourtant modeste, pas de réponse précise. On louvoie, fait de vagues promesses et, quand les chômeurs prennent nettement position on tergiverse. Pourtant, M. Lucas, aux chômeurs vous aviez fait des promesses !

A la suite de cette réunion, nos camarades, conjointement avec d'autres camarades chômeurs d'Argenteuil, publièrent le tract stalinien ci-dessous :

AUX CHOMEURS D'ARGENTEUIL
A la réunion du 18 écoulé, nous avons fait appel aux camarades chômeurs, plus de 600 camarades sont venus manifester devant Lucas, adjoint d'Argenteuil pour obtenir ce que nous proposons, soit : 20 francs de pot-au-feu et 50 kilos de charbon par semaine, 200 kilos de bois par mois, ces revendications devant s'appliquer aux familles nombreuses de 5 enfants. Nous disons, pour être logiques, que chacun doit toucher selon ses charges.

Dans le but de faire aboutir ces revendications, nous te proposons de voter par ta signature et le numéro de ta carte dans le cadre réservé au bas de ce tract.

Nous te demandons, camarade, d'étaler toi-même le contrôle de ce vote par ta surveillance directe, ne voulant pas qu'il puisse se dire que nous avons falsifié ce vote. Les résultats seront portés à la Mairie par une délégation à l'issue de la réunion que nous organisons le 25 novembre 1937, salle Rodelet, boulevard Héloïse, à 15 heures précises.

Un groupe de chômeurs du Parti Communiste Internationaliste.

Le jeudi, le matin de la réunion, la Mairie, sentant le vent de la défaite, donna tout de même 50 kg. de charbon, et comme il fallait tout de même faire quelque chose, envoya deux orateurs à la réunion de l'après-midi.

Entre temps les chômeurs d'Argenteuil avaient voté et 566 chômeurs, par leur vote, approuvèrent nos camarades, décidèrent de la délégation des onze chômeurs qui devait monter à la Mairie. Six cents chômeurs avaient répondu à notre convocation.

A peine la réunion était-elle commencée que le citoyen Hamelot, secrétaire de l'Union régionale de Seine-et-Oise, demandait la parole au nom de la C.G.T. et commença à déclarer que la Mairie ne recevrait pas une délégation de chômeurs conduite par des gens appartenant à la IV^e Internationale. La délégation partit quand même et la réunion se poursuivit.

Un de nos camarades chômeurs commença par s'étonner de ce super-veto, et fit remarquer que les chômeurs, dans le temps, quand les revendications étaient déposées dans les cahiers de revendications dans les mairies bourgeoises, on ne leur en refusait pas l'entrée sous le prétexte qu'ils appartenaient à la III^e Internationale, puis, à grands traits, notre camarade rappela les anciennes promesses et le néant de leur réalisation.

Puis Molinier, en quelques minutes, ramena la discussion sur le plan général. « Il ne s'agit pas de demander à la Mairie ce qu'elle n'a

avoir pour idéal que la « socialisation des moyens de production et d'échange » et non pas le renforcement du libéralisme économique par le maintien du « Front populaire ».

Dans quelques jours va s'ouvrir dans ce canton la campagne électorale pour le remplacement de P. V.-C. Nos camarades saisi l'occasion pour faire connaître les mots d'ordre de rassemblement autour du drapeau rouge pour la construction de la Quatrième Internationale.

Marseille
L'organe stalinien « Rouge-Midi », en date du 23 novembre, écrit :
« La mort nous a ravi deux champions de l'honnêteté et de la vertu ».

C'est de Vaillant-Couturier et du Croix-de-Feu Mermoz dont il est question. On n'a pas toujours une telle occasion de dire un brin, mais à Marseille. Mais, à propos, pourquoi s'appeler encore « Rouge-Midi » ?

LISEZ :
« Révolution de tous les pays, unissez-vous »

LA VERITE
Revue trimestrielle théorique publiée par le P.C.I.

Au Sommaire du N° 1 :
Pourquoi nous faisons reparaitre « La Vérité ».

RUBRIQUE INTERNATIONALE :
P. Frank : Du X^e au XX^e Anniversaire d'Octobre. Pour la IV^e Internationale.
M. Laurent : Où en est la crise mondiale ?
R. Molinier : Bilan de la trahison stalinienne en Espagne.
Rémy : Une année en Espagne (Conférence).
Rédaction : Où en sont les partisans de la IV^e Internationale dans le monde.

Documents :
Citation et commentaires sur « Staline et Bolchevisme » sur « Devant une nouvelle guerre mondiale », de L. Trotsky.
Lettre d'Italie.
Lettre d'Allemagne.
MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE :
P. Frank : A la veille de nouveaux combats.
J. Desnoes : Le mouvement paysan en France.
Mora : Les organisations de la Jeunesse Ouvrière.
Link : Le camp Zimmerwald (L'expérience des Pionniers Rouges).
Documents - Débats - Résolutions :
Préparation - Débats - Résolutions du III^e Congrès du P.C.I.

Aperçu sur les tendances « révolutionnaires » du mouvement ouvrier en France.
Le numéro, 128 pages : 6 francs

pas mais de lui faire appliquer son programme ou bien qu'elle nous explique pourquoi elle le renie. Notre camarade expose notre programme revendicatif pour les chômeurs et c'est là que l'équipe stalinienne, qui s'était dérangée au grand complet, donna la mesure de sa compréhension et de son intelligence en interrompant systématiquement avec des réflexions les plus absurdes.

La parole est donnée à Favy, secrétaire de l'Union des Comités de chômeurs, qui défend la politique du P.C. et le Front populaire. La tâche est dure et pendant 45 minutes, Favy s'y évertue avec toutes les armes à sa disposition : souplesse, insinuation, flatterie, calomnie, démagogie, mais jamais la vérité, il reconnaît bien que les chômeurs n'ont rien eu, nous parle des difficultés financières du gouvernement, de l'assiette de l'impôt.

Qu'est-ce qu'il faut faire pour défendre l'assiette au beurre !

Favy passe même de la pomme à Molinier en l'appelant « son vieux camarade », parle de l'union de tous les chômeurs, entonne le petit couplet sentimental sur la municipalité d'Argenteuil, puis sur le cher (oh ! combien) camarade Maurice Thorez. Mais, dans tout son exposé, trop habile pour être sincère, les chômeurs peuvent remarquer qu'il n'a rien pour eux, ni sur ce qu'on a fait, ni sur ce qu'on veut faire pour eux.

Molinier répond et restitue les faits, en commençant par s'étonner et douter de la sincérité du camarade Favy qui change trop souvent d'opinion pour être sincère : avant-hier de la III^e, hier de la IV^e, aujourd'hui revenu à la même III^e qu'il critiquait si bien.

Voilà maintenant le compte rendu impartial de ces deux réunions, et les conclusions qui s'imposent sont grosses de conséquence pour les jours à venir, à savoir, et les chômeurs d'Argenteuil l'ont constaté par eux-mêmes, nous avons été les seuls à leur montrer la voie des revendications, que M. le Maire d'Argenteuil refuse de recevoir une délégation représentant 566 chômeurs sur 1.400, donc le véritable élément actif des chômeurs ; qu'une pression honteuse a été faite sur tous les chômeurs pour les empêcher de manifester leur opinion : menace de radiation, de sanction ; que lorsqu'on demande ce qui a été fait on met tant les points sur les i, on vous répond par de basses calomnies ; que le Parti Communiste Français envoie ses orateurs au nom de la C.G.T. ; pour nous, aujourd'hui, nous constatons, demain si nous le diront nettement, cela changera, car notre force, à nous, c'est la vérité, et nous la faisons partout.

Le délégué de la C.G.T. avait bien raison de nous reprocher de « mener une offensive contre ceux que vous appelez « les bureaucrates » et d'Argenteuil et à Vitry », notre travail se poursuivra contre les Municipalités qui appliquent les lois bourgeoises entraînant la famine des chômeurs.

Le P.C.I. créera à Argenteuil un soviet pour la lutte commune des ouvriers en usines et sans travail.

S. S. — Au sujet de l'article paru dans la « Tribune de Seine-et-Oise », et relatant imparfaitement et partiellement les faits de la réunion du 18 novembre, nous ne pouvons que faire une mise en garde contre ce journal, étant dans l'absolue impossibilité d'empêcher un journaliste d'écrire ce qui lui plaît dans son journal et à plus forte raison la « Tribune de Seine-et-Oise » de relater les faits dans son intérêt.

Saint-Germain-de-Fly (S.-et-O.)

La situation des ouvriers agricoles est pitoyable, ils gagnent 20 francs par jour sans être nourris et 250 francs par mois pour ceux qui consentent à s'alimenter de la baraque du patron. Et encore ce sont les mieux payés.

Il serait nécessaire de diffuser la brochure « Un bon tour. Paysan », ainsi qu'une cartonne « Commune Paysanne » afin d'ouvrir les yeux à tous ces gens de la terre, honteusement exploités.

Il y a également ici une verrerie où le patron, après un mouvement de grève, a lock-outé les ouvriers tout en se moquant de l'arbitrage en cours.

Actuellement le patron essaie de réintroduire en éliminant les ouvriers initiateurs de la grève. Ce sont tous des communistes qui doivent méditer sur la trahison de leurs chefs qui ont voté la fameuse loi d'arbitrage.

Sans
Vois-tu, camarade paysan et ouvrier, où t'ont amené le front populaire et les Moines et les Lamarque-Candoc et leurs alliés radicaux-socialistes. Ils te parlent d'émancipation, mais tu ne peux pas vivre en travaillant. Aux réunions, ils te font de belles promesses, et le lendemain, c'est du vent. Assez de discours. Il ne suffisent pas. Respect des droits de celui qui travaille. Assez de brimades.

Tu vois, toi, tu te débats dans la misère, tandis que le négociant et le propriétaire foncier gagnent des millions en parasites, aux dépens de tes neurones.

Quand donc seront signés les contrats collectifs que te promettent ces messieurs socialistes et communistes, devenus bourgeois. La Marianne leur plaît, elle est devenue nourricière, mais non pour toi. Et eux, ils ne pensent plus rien qu'aux réunions pour te bourrer le crâne. Tandis que la vie augmente de jour en jour, tes salaires ne sont pas valorisés suivant la cherté de la vie.

Unis-toi au sein de tes syndicats et pousse tes dirigeants à l'action, à préparer la grève générale.

Ensemble, rétiniers et métayers, artisans et ouvriers, pour vos conventions collectives et marchés, en avant pour votre émancipation ; unis, vous aurez la victoire, non la défaite. Ne comptez sur aucun chef, rien que sur vous-mêmes, vous serez sûrs de ne pas être trompés et d'aboutir. Et n'hésitez pas à élire vos conseils paysans et aussi vos conseils de chantiers partout, c'est-à-dire des Soviets.

Pour votre victoire, n'écoutez plus les chefs traités staliniens, qui sont devenus bourgeois comme leurs frères socialistes. Ils n'ont que des mots trompeurs pour faire de bonnes élections pour eux.
Rejoignez nos rangs, de ceux qui sont restés fidèles au communisme de Marx, à Lénine, Rejoignez notre Parti Communiste Internationaliste, nous les Soviets, pour le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Le Gérant : M. GUILLARD.
Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
36, rue du Château-d'Eau, Paris (10°)

Chronique paysanne

Ouvriers agricoles

Les loués de Beauce ont été désestabilisés pour le prolétariat agricole. A Ouzouer-le-Marché, nous écrivons un correspondant, un grand nombre de travailleurs n'ont pu trouver d'embauche et ont dû rester jusqu'à la nuit, en plein vent, attendant une offre d'emploi qui pour beaucoup est restée vaine.

Mais le patronat agraire spéculer le marché de la main-d'œuvre ! Les rares charretiers embauchés l'ont été sur la base de 2.800 francs (pour 8 mois de travail !) Et l'on cite des offres de 1.800 francs !

Les agrariens et les riches paysans de Beauce, qui vendent leur blé 200 frs le quintal, offrent du travail à 225 fr. par mois ! Ils s'entendent pour refuser l'embauche sur la louée et « raccrocher » au mois, et à vil prix ! Le « cher » ensuite les chômeurs isolés qu'ils Front populaire, qui déploie tant de sollicitude pour la récolte au paysan riche parce que ce dernier est électeur, n'a pas été capable jusqu'à ce jour de donner au prolétaire des champs un minimum de protection.

Les staliniens, par le truchement de la C.G.P.T., organisent une « Journée Paysanne » de revendications, mais les ouvriers agricoles, les surexploités, auront le droit de se placer derrière les cultivateurs qui les exploitent et que les staliniens flagornent, afin d'obtenir quelques miettes, s'ils font, par surcroît, preuve d'un « bon esprit ».

Que les exploités de la glèbe, comme leurs frères de l'usine, n'attendent pas davantage pour s'entendre entre eux de région à région, organiser leurs conférences, élaborer leurs revendications et leurs méthodes d'action, face à l'agrarier exploiteur, contre le chômage et la misère ! Nous les y aiderons.

Métayers

Faut-il rappeler aux honzes du Front populaire que les métayers attendent toujours la loi réglementant le métayage ?

Rappel inutile parce que les honzes du Front populaire savent très bien ce qu'ils ont promis, mais ils savent non moins bien que la fameuse loi, lorsqu'elle sera votée, apportera bien des déceptions et soulèvera bien des colères, car elle sera élaborée sous la pression des grands propriétaires fonciers que le gouvernement tient à ménager.

Temporiser, attendre les premières récoltes dans la forêt landaise pour jeter en pâture cette fameuse loi, puis gagner encore du temps pour la discussion de ses articles et son vote définitif, telle est la tactique des grands partis politique et du gouvernement bourgeois.

Mais les propriétaires fonciers utilisent ces délais pour consolider leur position de classe et ils mènent actuellement campagne contre un statut général du métayage, pour le maintien des « usages locaux » qui sont d'abominables coutumes imposées jadis au paysan sans défense.

Les métayers ont cependant un riche passé de luttes revendicatives pour savoir qu'ils n'obtiendront une amélioration réelle de leur condition que s'ils reprennent l'expérience de 1931-32 au point où les staliniens la leur ont fait abandonner. Réunion des métayers par village, coordination de tous les efforts, modification immédiate par les métayers eux-mêmes des « usages locaux » abusifs ; il n'est pas d'autre voie.

L'organisation paysanne

Les semeurs d'illusions ne chôment pas dans la presse agricole. La Terre, hebdomadaire communiste, prépare une Journée nationale paysanne qui consistera en meetings, comme si les remueurs de terre avaient besoin de la salive stalinienne !

La Fédération de l'Agriculture... participe à l'enquête gouvernementale sur la production, part en guerre contre les étrangers et tente d'associer le prolétariat agricole à la politique de la bourgeoisie rurale.

L'« Emancipation paysanne » — ancienne liaison apparente avec Doriot — demande aux grandes associations bourgeoises agricoles de nouveaux Etats généraux paysans contre la guerre, mais sans rien formuler de concret concernant les moyens de lutter réellement contre la guerre, mais sans rien formuler de concret concernant les moyens de lutter réellement contre la guerre.

Ce brave Calvayrac, dans sa Volonté Paysanne et sa C.N.P., réclame le renouvellement complet des Chambres d'Agriculture par un nouveau mode d'élections plus démocratique. Que les paysans pauvres, les métayers, les ouvriers agricoles, les tâcherons laissent dire et faire ces messieurs...

Et qu'ils commencent d'eux-mêmes à se réunir entre eux dans chaque commune pour désigner les premiers conseils paysans qui devront associer leur action à celle des Conseils d'ouvriers. C'est par leurs conseils, élus par eux et toujours révocables, qu'ils peuvent aujourd'hui se défendre, demain contrôler et gouverner.

Prenez note :

Notre permanence :
36, Rue du Château-d'Eau
(au fond de la cour)

LES LUNDI, MARDI, JEUDI ET VENDREDI, de 18 h. 30 à 20 h.
le samedi de 16 à 20 h.